



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 57 - Décembre 2016

Des mondes aux réalités différentes et assez disparates

L'évolution du monde, ces derniers mois, nous inonde de réalités différentes et assez disparates... D'un côté, un monde de désinformation quasi systématique, répondant à des motivations spécifiques qui n'ont plus rien à voir avec la transmission des informations. Et de quelle réalité d'ailleurs ? Celle qu'on présente comme « la » Vérité, et qui n'est, en fait, que « sa » vérité, répondant à des impératifs parfois pas ou peu avouables ?

La société actuelle est assez désemparée et un fossé se creuse de plus en plus entre le monde des *décideurs*, des personnes à *haut potentiel*, des *élites*... On ne sait plus trop bien comment les appeler, suivant les domaines de référence dans lesquels on les replace ! Mais le divorce est de plus en plus manifeste entre les personnes sur le terrain et celles qui sont censées coordonner les ensembles formés par les regroupements de population, quel que soit le domaine envisagé. La *base* se détache de plus en plus du reste des segments de la société. Se

détache-t-elle ou est-elle volontairement larguée, marginalisée, voire manipulée et méprisée ?

Nous ne parlons pas de politique politicienne – qui n'est pas notre propos et ne l'a jamais été –, mais bien de la réalité socio-économique qui en est la conséquence directe et qui affecte les différentes tranches des populations concernées... et par-dessus lesquelles on passe allègrement ! Les effets de la globalisation et de la mondialisation le montrent à souhait, dès qu'on quitte le monde fermé de l'économie, qui ne jure que par la croissance quantitative et non qualitative et, plus encore, celui de la finance qui s'auto-alimente. Les populations sont fatiguées par le non-respect de la parole donnée, par les violations systématiques des droits humains, par les contre-vérités tellement énormes que personne n'y croit plus... mais qui ne décrédibilisent même plus ceux qui les profèrent !

Nous sommes engagés dans cet autre monde : celui de ces zones d'entre-deux, de ces sociétés « périphériques », souvent oubliées des métropoles et des centres de décision, dans les régions dites « profondes ». Nous nous y investissons en privilégiant la dimension humaine des échanges : les réalités de terrain à développer, la vie sociale à rendre possible dans les communautés locales...

Les articles de cette livraison mettent en évidence différents aspects de cette réalité : ainsi, l'engagement d'OVR, récemment reconnu par l'IICCMER comme exemple atypique de solidarité internationale ; l'implication concrète de nos représentants diplomatiques qui viennent de changer d'affectation ; le travail de conscientisation fait par l'association « Entr-Aides » pour aller à la rencontre de populations particulièrement fragilisées ; ou l'exode des médecins roumains qui répondent – par les pieds – aux frustrations répétées de leurs conditions de vie.

Nous arrivons/sommes arrivés à un tournant important de notre monde actuel. Donnons-nous les moyens de ne pas en rater le virage, en privilégiant l'essentiel ! Dans cette situation de remise en question généralisée, il n'y a aucune raison pour que la société civile se détourne de ses objectifs premiers ; bien au contraire !

Hubert ROSSEL

Sommaire

- Edito

Des mondes aux réalités différentes et assez disparates

- OVR : un modèle de solidarité européenne

Colloque international organisé par l'IICCMER

- Tournus diplomatiques

Messages de « nos » ambassadeurs en fin de mandat

- La migration des médecins roumains

Etat des lieux, impacts et enjeux

- Association « Entr-Aides »

A la rencontre des populations d'Europe orientale

- Coin bibliothèque

- Site Internet

- Représentations de l'OVR-Suisse à différentes rencontres

- Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Christiane BÉGUIN, Cédric BONNÉBAULT, Matei DOBROVIE, Jean-Hubert LEBET, Anca OPRÎȘ, Vera & Hubert ROSSEL

Photos : Matei DOBROVIE, Vera & Hubert ROSSEL, Despina VASILICU, Ambassade de Roumanie, association « Entr-Aides », www.iiccmr.ro, www.topromanesc.ro

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Opération Villages Roumains : un modèle de solidarité européenne

Colloque international organisé par l'IICCMER

On ne présente plus l'IICCMER, l'*Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului și Memoria Exilului Românesc*. Nous avons parlé à plusieurs reprises de cette institution, soutenue par le gouvernement roumain, qui a pour mission d'enquêter sur les crimes commis par l'Etat roumain durant la période communiste, avant 1989. Madame Violeta Barbu, historienne, Directrice de Recherches à l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga » de l'Académie roumaine, nous a présenté cet Institut, né de la fusion de deux autres en 2010, dans le 3e volet d'une série d'articles consacrés à la recherche historique en Roumanie (*Le Réseau* N° 45, décembre 2012, p. 25 ou *Le Réseau* Hors-série N° 2, printemps 2013, p. 9). Nous nous y référons aussi régulièrement dans la rubrique « Nouvelles de Roumanie », en liaison avec les différents procès en cours dans le pays.

Cet institut, membre de l'organisation internationale *Platform of European Memory and Conscience* (Plate-forme de la Mémoire et de la Conscience européennes), vient d'organiser un colloque international sur le rôle joué par le mouvement *Opération Villages Roumains* comme modèle de solidarité européenne, dans sa lutte contre le projet communiste de systématisation des villages. Les différents membres fondateurs encore en vie y ont été conviés, avec d'autres intervenants, pour rappeler les circonstances et les conditions de la création de ce mouvement atypique.

Nous reprenons, ci-dessous, le compte-rendu paru, en roumain, sur le site Internet du journal *The Epoch Times*. Cette société internationale de médias privés a pour ambition de présenter les différentes facettes de notre monde en mutation sous un nouvel angle. Leur réseau de journalistes locaux fournit des nouvelles qui, bien que locales, ont, à leurs yeux, une importance mondiale. En Roumanie, le journal est soutenu et représenté par l'« *Asociația Timpuri Epocale* » qui s'occupe de la gestion du site.

La Rédaction

Opération Villages Roumains – Une tentative courageuse pour sauver les villages roumains de la destruction communiste

L'association Opération Villages Roumains, fondée en Belgique, avait pour but d'adopter l'ensemble des 13 123 villages roumains pour les sauver de la destruction prévue par la systématisation. Les fondateurs ont rappelé à Bucarest comment a fonctionné cette solidarité unique au niveau européen.

« Nous nous rencontrons une fois par semaine, le jeudi, et nous essayons de travailler sur les sujets abordés précédem-



Matei Dobrovie

Paul Hermant, journaliste belge, co-fondateur du mouvement Opération Villages Roumains

ment. On m'a accusé d'être contrôlé par la CIA, par le KGB ou que je représentais la Hongrie, que j'avais des intérêts, tout pour discréditer notre travail. C'était presque impossible d'imaginer ce que je faisais. Personne ne pouvait concevoir qu'une poignée de gens prennent sur eux une opération d'une telle envergure. Nous n'avions tout simplement aucun intérêt caché. Pour ma part, je ne savais rien à propos de la Roumanie. Je ne connaissais rien d'ici. Il n'y a qu'une chose qui nous réunissait : nous nous demandions comment nous, des gens de gauche, nous pouvions nous opposer à ce totalitarisme dit de gauche. Comment pouvions-nous intervenir en faveur des valeurs européennes ? », a rappelé Paul Hermant, journaliste belge, co-fondateur de l'Opération Villages Roumains, dans le cadre du colloque « Opération Villages Roumains : un modèle de solidarité européenne. Une réaction contre le projet communiste de systématisation des villages (1988-1989) », organisé par l'Institut pour l'Enquête sur les crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain (IICCMER, Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului și Memoria Exilului Românesc).

Il a souligné que l'adoption signifiait bien plus que le jumelage et de suggérer le « transfert de la politique au niveau de l'homme ordinaire. C'est le crime culturel qui nous a réunis.

Quand on parle de l'alliance entre politique et symbolique, je veux dire que nous avons recherché cette forme de fond culturel commun ». Suite aux actions de l'Association, qui a écrit aux maires de nombreux villages et municipalités de Roumanie, ses membres ont été « perçus de façon négative par les autorités de leurs pays d'origine ».

A son tour, un autre journaliste de télévision, Josy Dubié, a raconté comment il a rencontré, à Cluj, Doina Cornea – sur qui il avait beaucoup lu –, quand il est venu réaliser un film sur la systématisation, clandestinement, comme touriste, car il n'avait pas obtenu d'autorisation.

Doina Cornea a donné au Belge une poupée, qui contenait dans la couture une lettre ouverte à Ceaușescu, qui devait être lue à *Radio Free Europe*. Dubié réussit, après de nombreuses péripéties, à quitter la Roumanie sans se faire confisquer par la *Securitate* la poupée et les boîtes contenant les films, bien que sa voiture a été fouillée pendant 6 heures à la frontière.

Le réalisateur a relevé la forte impression que lui a laissée le courage de Doina Cornea pour résister au régime et le ridicule de ce dernier, qui se manifeste par le fait que les gens de la *Securitate* lui ont demandé des comptes en raison du tournage dans une librairie où il n'y avait que des livres écrits par les époux Ceaușescu.

Après la diffusion de son film « Le désastre rouge » dans de nombreux pays d'Europe occidentale, durant l'hiver 1988-1989, le mouvement « Opération Villages OVR » a été lancé en Belgique et des milliers de villages occidentaux ont adopté des localités roumaines qui étaient sur le point de disparaître.

« Nous avons commencé en partant d'un petit groupe de 12-13 personnes, réunies dans une pièce de 12 mètres carrés pour apporter une brique à la construction anti-totalitaire. Je n'avais aucune relation et n'ai bénéficié d'aucun soutien, et j'ai créé le plus grand réseau de solidarité et d'opposition au niveau européen ; à un moment, cela a même constitué la plus grande association de communes au sein du Conseil de l'Europe. Nous avons donné une dimension internationale à la politique locale, sans précédent jusque-là. J'ai vu des communes devenir actives en politique internationale. Certains pays ont réagi contre le fonctionnement de l'OVR, comme le Danemark, le Luxembourg, l'Allemagne, sous prétexte que ces communes n'avaient aucune légitimité pour agir au niveau international ; ils ont interdit d'interférer dans ce domaine », a expliqué Paul Hermant.

Le régime communiste avait imaginé la systématisation des villages comme une étape finale d'un programme économique visant à standardiser la qualité de vie de la population sur l'ensemble du territoire roumain. L'objectif du projet était la destruction de 7 à 8 000 villages et leur transformation en centres agro-industriels, la population rurale étant déplacée dans des blocs de un ou deux étages dans les villages. Les bâtiments auraient constitué un mode de vie situé entre l'habitat

rural individuel et une vie collective de type urbain.

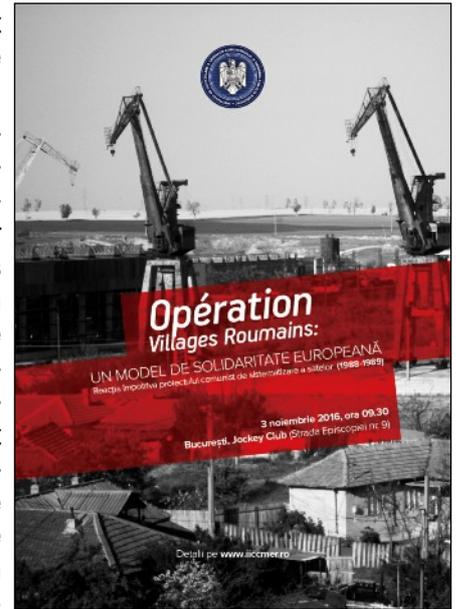
Le principal argument était la restriction du périmètre construit pour pouvoir récupérer des terres agricoles, ce qui, en réalité, est illusoire d'un point de vue économique. Même socialement, le projet était fantaisiste. Cela aurait signifié le déplacement d'une population d'environ 10 millions de personnes, en changeant radicalement

le mode de vie traditionnel. Ceaușescu voyait ce projet comme l'une des plus grandes réalisations de son époque. Le programme était censé avoir lieu durant la période 1990-1995, pour être finalisé dans tout le pays en 2000. Par ce plan gigantesque, le régime voulait, en fait, l'uniformisation de la société par des types d'habitat standardisés.

L'idée était de susciter une vague de protestations à l'étranger. Vue d'Occident, la systématisation était la marque d'une tragédie. Plus concrètement, l'association *Opération Villages Roumains* a été formée en Belgique, en décembre 1988. Le plan d'OVR était d'adopter l'ensemble des 13 123 villages pour les sauver de la destruction. L'action a commencé à se développer spontanément en quelques mois, dans une proportion qui étonna même les initiateurs. Des comités OVR se sont constitués immédiatement en France, aux Pays-Bas, en Suisse, en Suède, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Norvège, au Danemark. *Opération Villages Roumains* est représentative de la façon de créer une solidarité qui s'est révélée être unique en Europe, sans correspondance aucune dans un autre pays de l'ancien bloc communiste.

Matei DOBROVIE

Traduction : Hubert ROSSEL



Affiche du colloque organisé par l'ICCMER

Article original, mis en ligne le 8 novembre 2016 :

<http://epochtimes.ro/news/operatiunea-satele-romanesti-o-tentativa-curajoasa-de-salvare-a-satelor-romanesti-de-distrugetea-comunista---253902>

Tournus diplomatiques

Messages de « nos » ambassadeurs en fin de mandat

Les carrières diplomatiques sont ainsi faites que le tournus des ambassadeurs apporte régulièrement des changements dans nos contacts. Le hasard du calendrier a voulu que la rotation diplomatique affecte à la fois l'ambassadeur de Roumanie en Suisse et l'ambassadeur de Suisse à Bucarest.

Dans ce numéro-ci, nous vous transmettons les messages reçus de Madame Anca Opreș et de Monsieur Jean-Hubert Lebet, qui viennent d'arriver à la fin de leur mandat ; dans le prochain numéro, nous vous présenterons les nouvelles personnalités avec lesquelles nous serons amenés à collaborer.

La Rédaction

Message de SE Madame Anca Opreș ex-ambassadeur de Roumanie à Berne

Chers amis membres de l'OVR-Suisse,

Voilà déjà 5 merveilleuses années pendant lesquelles en qualité d'ambassadeur, j'ai eu l'honneur et la chance de représenter la Roumanie en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein.

Au moment où je vous adresse ces lignes-ci, je me retrouve au ministère des Affaires étrangères roumain, au carrefour de deux missions diplomatiques qui m'honorent : celle qui a déjà pris fin à Berne et qui m'a apporté beaucoup de satisfactions professionnelles et d'amis suisses et roumains, et celle qui va commencer prochainement à Lyon où je viens d'être nommée consul général de Roumanie. Deux moments forts dans la carrière d'un diplomate, que je vis partagée entre des souvenirs chers et des projets d'avenir.

Tout premièrement, c'est la joie d'avoir eu l'honneur de représenter la Roumanie dans un pays ami et d'avoir eu la chance de connaître ou de croiser des gens hors pair, Suisses et Roumains, qui, d'une manière ou d'une autre, sont profondément attachés à mon pays.

J'ai eu également la chance de lier des liens d'amitié avec des membres des Associations de l'Opération Villages Roumains/OVR-Suisse qui, par leurs actions et généreuses initiatives en faveur des communes roumaines, ont témoigné non seulement de leur solidarité, mais tout aussi de leur amitié envers mes compatriotes et mon pays.

En donnant cours aux invitations qui m'ont été adressées et aux manifestations organisées à l'occasion de différents anniversaires des associations de l'OVR-Suisse ou des communes jumelées, tout au long de ma mission d'ambassadeur de Roumanie en Suisse, j'ai eu l'opportunité de découvrir le profond engagement de ces Suisses merveilleux, membres de l'OVR, en faveur des échanges, de la coopération et, pas dernièrement, du soutien des communes roumaines. Qu'il s'agisse de l'ample action au bénéfice des pompiers roumains et de la gestion des situations d'urgence en Roumanie, domaine dans lequel la Suisse possède une vraie expertise, qu'il s'agisse des manifestations culturelles, de la formation, de l'économie ou de différents échanges bilatéraux, l'action de l'OVR-Suisse, de sa direction et de ses membres m'a énormément impressionnée par sa qualité professionnelle et humaine, sa générosité et son engagement.

Je saisis l'occasion pour adresser une fois de plus mes remerciements les plus chaleureux et amicaux au président de l'OVR-Suisse Pascal Praz, au vice-président Hubert Rossel et à son épouse, à Rose-Marie Koch, à Pierre-André Roduit et à beaucoup d'autres que je ne réussis pas à citer dans ce bref message qui, animés par leur amitié pour la Roumanie, se sont impliqués à fond dans la survie de l'OVR et de ses liens avec la Roumanie et qui, pendant toutes ces années écoulées, ont su garder et insuffler les mêmes sentiments à tous les membres de l'OVR. Je suis sûre et certaine que l'OVR-Suisse va perdurer dans le temps et continuera à adapter ses actions aux nouvelles réalités de la Roumanie d'après 1990. Je les remercie tous, je les assure que j'ai apprécié à leur juste valeur leur amicale solidarité et engagement, tout comme l'implication professionnelle et responsable de M. Francisc Giurgiu, président de l'OVR-Roumanie.

J'aime croire qu'après 5 ans de mandat d'ambassadeur de Roumanie en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein, par mon activité, j'ai apporté ma contribution à l'épanouissement des relations bilatérales entre nos pays. Les nombreuses visites officielles au niveau parlementaire, ministériel ou technique, les Forums et séminaires économiques organisés, les investissements réciproques dans les deux pays, les jumelages et partenariats administratifs entre les deux capitales, entre les départements roumains et les cantons suisses, entre les villes, communes et villages, les Protocoles de coopération et les échanges universitaires ou scolaires réalisés et, pas dernièrement, les événements culturels qui nous ont réunis, Suisses, Roumains et étrangers de Suisse, ont fait que les liens entre nos Etats et entre leurs habitants deviennent de plus en plus étroits, plus profonds et plus diversifiés. Je remercie que, dans tous ces projets, j'ai eu à mes côtés mes collègues de l'Ambassade de Roumanie à Berne, les Roumains et les Suisses, les membres de l'OVR-Suisse et, pas dernièrement, mon collègue et ami, l'ex-ambassadeur de Suisse en Roumanie, Jean-Hubert Lebet.



Ambassade de Roumanie

SE Madame Anca Opreș à l'Ambassade de Berne

J'ai fini mon mandat à Berne avec la satisfaction d'avoir réussi à atteindre la plupart des objectifs de mon mandat d'ambassadeur de Roumanie en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein et l'espoir que, même si je ne suis plus en mission en Suisse, nos liens d'amitié et nos échanges survivront et que nous allons nous retrouver avec la même joie, en Suisse, en Roumanie, en France ou ailleurs.

A la veille de la Fête nationale de la Roumanie, permettez-moi d'adresser, à vous, chers membres de l'OVR-Suisse, à mes chers compatriotes roumains, à tous les amis suisses, à tous les lecteurs du *Réseau*, un très bon anniversaire et les meilleurs vœux de prospérité et de progrès pour la Roumanie et les Roumains. Que la coopération et cette amitié profonde qui unit la Roumanie et la Suisse et leurs habitants se développent sous les meilleurs auspices, tous azimuts, et s'approfondissent davantage les années à venir.

Je forme également les vœux que les Fêtes de fin d'année et la Nouvelle Année 2017 vous apportent à tous santé, bonheur et prospérité à côté de tous ceux qui vous sont chers.

Anca OPRIȘ

Ex-ambassadeur de Roumanie en Confédération suisse
et dans la Principauté de Liechtenstein

Message de Monsieur Jean-Hubert Lebet, ex-ambassadeur de Suisse à Bucarest

Mon mandat d'ambassadeur de Suisse en Roumanie a pris fin en juillet 2016. Si je devais porter un regard sur mes 5 années d'activité dans ce pays – j'ai pris mes fonctions à Bucarest en septembre 2011 –, la première chose qui me vient à l'esprit est que c'était définitivement un autre temps, lorsque des délinquants notoires avaient impunément accès aux plus hautes fonctions de l'Etat et du monde économique. J'ai eu l'occasion de rencontrer des gens remarquables, mais qui ne respectaient pas toujours les règles éthiques de base. Ce monde a disparu : grâce à une lutte efficace et impitoyable contre la corruption, la Roumanie est devenue un exemple pour de nombreux Etats, une preuve que personne n'est intouchable. La Roumanie consacre à juste titre d'importantes ressources humaines et financières à la lutte contre la corruption. Mais il faut rappeler l'affirmation de Maslow : « Il est tentant, lorsque vous avez un marteau pour seul outil, de traiter toute chose comme si c'était un clou ». Les défis de la Roumanie ne se limitent pas à la corruption, mais aussi à la réforme de l'administration publique, à la simplification administrative, au rapatriement de tous ces Roumains talentueux qui ont dû émigrer, à la mise en place d'un système de santé performant, etc. Je suis convaincu que les autorités roumaines réussiront à consacrer également des ressources à la réalisation de ces objectifs et à adopter une culture de prévention et de coopération, et non plus seulement de répression.

On m'a parfois demandé quelles étaient mes principales réalisations au cours de ce mandat et de quels projets j'étais le plus fier. Dans ma fonction, je n'ai pas à être fier d'accomplissements personnels. J'ai eu la chance d'avoir dans mon ambassade une équipe remarquable, capable de faire face aux défis les plus divers au cours de ces 5 ans. L'une des principales réalisations qu'elle a accomplies a été la mise en œuvre du programme de contributions de la Roumanie. Grâce à nos partenaires roumains fiables, nous avons pu engager à temps (décembre 2014) 100 % des 181 millions de francs suisses de la Contribution suisse à la Roumanie. Après ce premier succès, le plus important est venu avec la mise en œuvre des projets. Il s'agit toujours d'une opération très difficile, en particulier avec les nouvelles dispositions roumaines sur les appels d'offres. Mais je suis convaincu que nous y parviendrons.

La Suisse est pour la Roumanie un des partenaires les plus fiables en ce qui concerne le financement d'un grand nombre



Vera Rossel

Monsieur Lebet au stand du GADIF, le Groupe des ambassades, délégations et institutions francophones de Roumanie, au salon du livre *Gaudeamus*, à Bucarest, en novembre 2015

de projets visant à réduire les disparités économiques et sociales. En donner quelques exemples n'est pas chose facile... car il faut choisir 2 ou 3 projets sur les quelque 200 projets financés par la Suisse. Il faut d'abord souligner le fait que les électeurs suisses ont voté ces fonds à une grande majorité il y a presque dix ans. Ce faisant, ils ont annoncé leur approbation d'un soutien financier visant à réduire les disparités économiques et sociales dans l'UE élargie. Mis à part de gros investissements dans l'énergie propre, dans les transports et dans le secteur de la santé, j'ai une affection particulière pour trois projets : le financement de petites et moyennes entreprises par la CEC Bank ; le deuxième, un programme d'enseignement de la langue rom aux policiers roumains, développé sur la suggestion d'un policier roumain impliqué dans notre projet de la police de voisinage avec le soutien de l'Académie roumaine et l'université de Cluj ; et, enfin, des activités soutenant la lutte contre la traite des êtres humains, préoccupa-

tion permanente de la Suisse pendant mon mandat. A relever enfin que, malgré des règles complexes pour de petites ONG, le programme de Contribution suisse a pu soutenir aussi des organisations suisses comme OVR, longtemps sans soutien officiel de la Confédération.

Que dire sur le niveau actuel des relations bilatérales entre la Roumanie et la Suisse ? Quel est le domaine de la relation bilatérale qui a enregistré l'évolution la plus importante au cours de mon mandat dans le pays : politique, économique ou culturel ? Les relations bilatérales sont excellentes, dans chacune de ces catégories mentionnées.

Mais j'ai été très impressionné par la coopération au niveau de la société civile de Roumanie et de Suisse, entre citoyens roumains et suisses. Au cours de ces cinq années, j'ai découvert constamment des organisations actives dans tous les domaines (culture, éducation, orphelinats, lutte contre le feu, restauration d'orgues, soutien aux personnes âgées, etc.). J'ai rencontré des gens qui ont consacré leur temps, leur argent, parfois les efforts de toute une vie pour soutenir et aider les amis en Roumanie. J'ai eu la chance d'être associé aux activités d'organisations telle *Opération Villages Roumains* qui m'ont permis de toucher au plus près de la dure réalité roumaine. L'ensemble de ces organisations et personnes ont toute mon admiration et mon respect inconditionnel.



Hubert Rosset

Monsieur Lebet découvre le nom du camion dont il avait accepté d'être le parrain, lors de sa remise officielle aux partenaires de l'association de Vevey, à Goicea (DJ), en mai 2016.

Dans le domaine des relations économiques, les investisseurs suisses actifs en Roumanie sont convaincus par les formidables opportunités de développement du pays. Ils en connaissent tous les avantages et en ont également intégré les défis, en particulier le fait que l'administration est compliquée et que la main-d'œuvre est très rare dans de nombreuses régions de Roumanie qui souffrent d'émigration massive. Le problème est plutôt d'attirer de nouveaux investisseurs qui n'ont pas la Roumanie sur leur radar. Récemment, la Chambre de commerce Suisse-Roumanie a organisé deux forums des investisseurs, l'un à Zurich et l'autre à Bucarest, afin de briser la mauvaise image de la Roumanie. Dans ce contexte, je soutiens fermement toute action des autorités roumaines pour lutter contre la mauvaise image de la Roumanie à l'étranger dont souffre injustement ce pays.

L'investissement d'*Ameropa* dans Târgu Mureș est non seulement l'un des plus importants investissements suisses en Roumanie, mais aussi l'un des plus avancés en termes de technologies en matière de protection de l'environnement et d'économie d'énergie. Comme d'autres investisseurs suisses en Roumanie, grands ou PME, *Ameropa* travaille sur le long terme, ce qui implique un strict respect de l'environnement et un partenariat social équitable. Dans ce contexte, mes visites auprès de sociétés suisses actives en Roumanie m'ont permis de constater leur volonté de viser la qualité et la précision, en utilisant non seulement des technologies de pointe respectueuses de l'environnement, mais en formant par le biais de mesures de formation et de perspectives de carrière.

A la fin de mon mandat en Roumanie, je voudrais exprimer ma reconnaissance à toutes les personnes que j'ai rencontrées en Roumanie et qui m'ont donné les plus belles années de ma carrière. Je me dois ici de donner un salut particulier et amical à toute l'équipe d'OVR avec laquelle j'ai partagé des moments particulièrement forts et intenses.

Jean-Hubert LEBET
Ex-ambassadeur de Suisse à Bucarest

La migration des médecins roumains

Etat des lieux, impacts et enjeux

La situation du système de santé en Roumanie est plus que jamais préoccupante. Le problème a été abordé lors de l'AG de la coordination OVR-Suisse à Moutier, avec la participation de M. Emmanuel Bioteau faisant part de ses recherches sur le terrain en collaboration avec les chercheurs de Roumanie (*Le Réseau*, N° 56, août 2016, pp. 3-5). Qui peut mieux rendre compte que les chercheurs roumains eux-mêmes ! Pour compléter le dossier sur la thématique de la santé et son état des lieux, ainsi que la discussion abordée immédiatement après la présentation de M. Bioteau, les tableaux commentés présentés ci-dessous permettront de mieux souligner la gravité de la situation.

En tant que membres d'une association partenaire de villages roumains, nous ne pouvons rester indifférents à l'érosion du personnel médical dont les habitants des zones rurales les plus reculées font les frais. S'il est vrai que les pouvoirs publics se doivent de trouver des solutions, nous avons un devoir d'information et d'encouragement devant l'urgence. La réforme du système de santé a mis les communes en devoir de l'organiser. Etant souvent présents dans les villages, nous savons, comme associations partenaires, que les moyens sont dérisoires. Avec les forces sur place, en équipe de réflexion, il reste à imaginer de nouvelles pistes de collaboration pour ne pas laisser les populations rurales dans l'isolement, en particulier, lorsqu'il s'agit de la santé.

Vera ROSSEL

Le fond de cet article s'est inspiré des sources suivantes :

- une recherche intitulée « Migration des Médecins Roumains : enjeux, tendances et impacts », présentée par Mme le Professeur Despina VASILCU de l'Université « Ștefan cel Mare » de Suceava (SV), le 9 juin 2016, lors du colloque international « L'Economie Sociale et Solidaire dans les politiques territoriales. Regards croisés acteurs, élus, chercheurs »⁽¹⁾ ; il s'est tenu à la Maison de la Recherche Germaine Tillion de l'Université d'Angers et des membres d'OVR-RO et OVR-CH ont participé aux échanges et tables rondes de ce colloque ;
- une publication de 2013, parue dans la *Revista de Economie Socială*, de Valeriu DORNESCU et Teodora MANEA, Université de Médecine et de Pharmacie « Gr. T. Popa », Centre d'Ethique et de Politique de la Santé, Iași (IS), sur les dimensions socio-démographiques et économiques de la migration des médecins roumains⁽²⁾ ;
- l'article du Dr. Ioana MORARU, paru le 5 février 2016 dans la revue hebdomadaire du personnel médico-sanitaire *Viața Medicală*, sur la migration médicale en Europe, où la Roumanie occupe une des premières places⁽³⁾ ;
- et d'observations d'acteurs de terrain d'*Opération Villages Roumains* (OVR) dans le domaine de la santé en Roumanie.

(1) Texte non publié. Le contenu de cette intervention est reproduit avec l'accord de l'auteur.

(2) DORNESCU Valeriu & MANEA Teodora, « Migrația Medicilor Români. Dimensiuni Socio-Demografice și Economice », *Revista de Economie Socială*, Asociația Alternativă Socială și Facultatea de Filosofie și Științe Social-Politice, Universitatea « Alexandru Ioan Cuza », Iași, Vol III, Nr. 1/2013, 121-138.

(3) MORARU Ioana, « Migrația medicală : un fenomen la care România este pe primele locuri din Europa », *Viața Medicală*, Numărul 45 (1399).

Les extraits sélectionnés et traduits (présentés *en italique*) portent, entre parenthèses, les noms des auteurs qui ont avancé les idées reprises dans l'élaboration de l'article.

1.- Evolution du phénomène migratoire des médecins roumains

Ces dernières années en Roumanie, le phénomène migratoire du monde médical a pris de l'ampleur, médecins assistants et jeunes spécialistes étant les plus disposés à voyager vers des régions financières plus généreuses. Conformément aux données publiées par le Collège des Médecins de Roumanie, de 1990 jusqu'en 2015, 21 000 médecins ont émigré, dont 14 000 à partir de 2007, quand la Roumanie est devenue membre de l'Union européenne. Les pays de destination de préférence ont été et sont l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. (MORARU I.)

Les graphiques des tableaux 1 et 2 de la page ci-contre montrent clairement l'exemple de la migration des médecins roumains en France.

Conformément à un rapport du Collège des Médecins de Roumanie, en 2014, 2 450 médecins (2 995 en 2013) ont sollicité à l'institution concernée des certificats professionnels nécessaires pour pratiquer à l'étranger. La spécialité qui en a perdu le plus grand nombre en 2014 concerne les médecins de famille (424), puis, loin derrière, la gynécologie-obstétrique (127), la chirurgie générale (87), les soins intensifs (60), la psychiatrie (55), la pédiatrie (52), la radiologie (48), la médecine d'urgence (45), l'orthopédie-traumatologie (43), la cardiologie (42) et la chirurgie plastique (32). (MORARU I.)

Chaque année, 3 000 médecins entrent dans le système de santé roumain, mais conjointement, 3 500 le quittent en prenant leur retraite, par décès ou migration. La Roumanie subit donc une perte de 500 médecins par an, toutes spécialités confondues. (VASLICU D.)

En 2013, elle avait le plus petit nombre de médecins hospitaliers de l'UE, avec 130,2 médecins/100 000 habitants. La même année, pour 100 000 habitants, le Danemark en avait 269,3, l'Allemagne 190,4, la Lituanie 338, la Pologne 253,7, la Suisse 235,2, la Norvège 229. Le seul pays européen ayant un nombre similaire de médecins engagés dans les hôpitaux était la Hollande : 132,5. (MORARU I.)

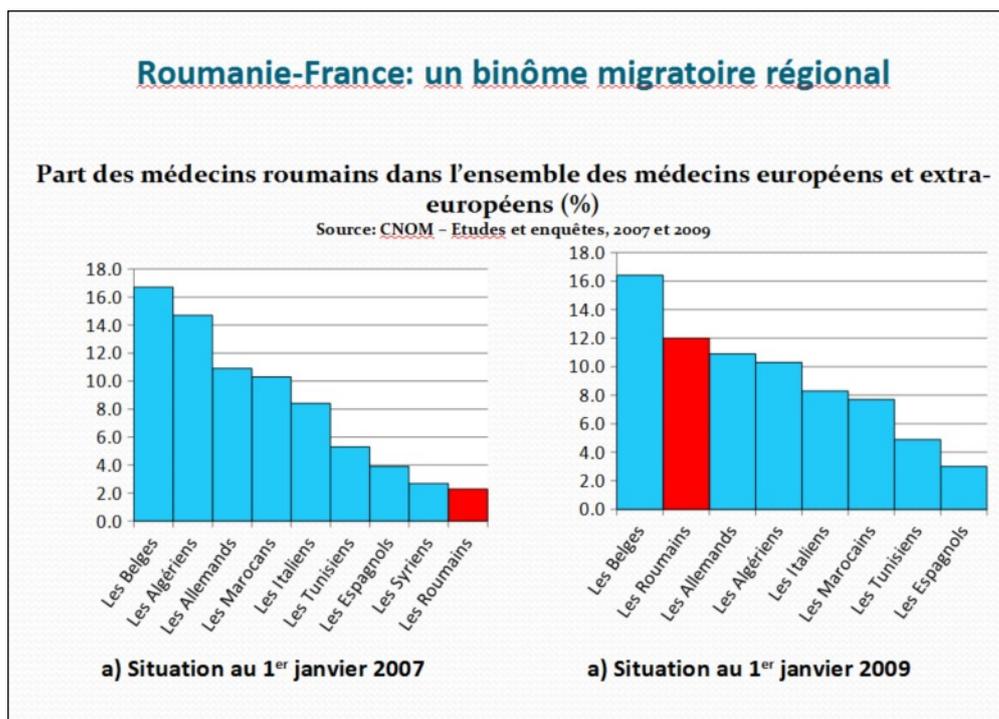
Souvenir 2011, parmi de nombreux autres : la salle d'opération de l'hôpital de Gherla, par ailleurs très bien équipée, mais fermée depuis 4 ans, non par manque de chirurgien, mais de médecin anesthésiste !

2.- Age des médecins roumains et vieillissement du corps médical

Dans les hôpitaux roumains en 2014, sur les 13 521 médecins engagés, seulement 407 (3 %) avaient moins de 30 ans, selon les données du Collège des Médecins de Roumanie. En 2013, les statistiques européennes montraient pour la Roumanie que 25 à 30 % des médecins ont moins de 35 ans. (MORARU I.)

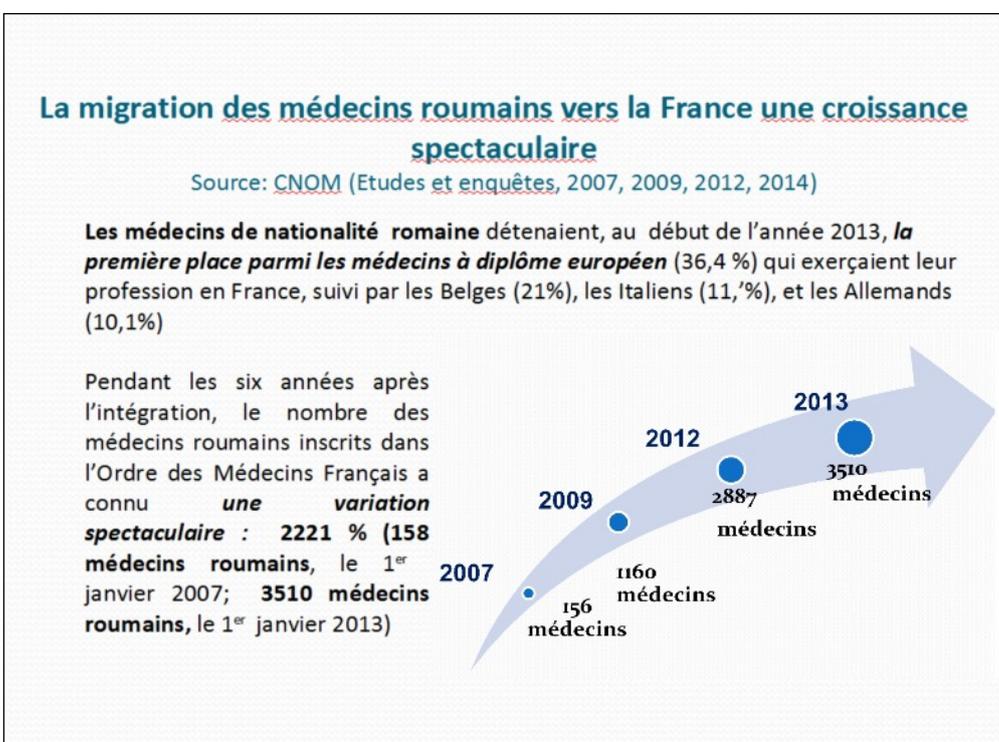
On observe, en comparant la structure par groupe d'âge des émigrants roumains avec celle de la population totale, que l'inclination à émigrer atteint sa cote maximale auprès des personnes dont l'âge est compris entre 26 et 40 ans, et qu'il est fortement réduit passé les 50 ans

(Institutul European din România 2008, p. 37). (DORNESCU V. & MANEA T.)



Despina Vasiliu

Tableau N° 1 - Part des médecins roumains en France dans l'ensemble des médecins européens et extra-européens en 2007 et en 2009



Despina Vasiliu

Tableau N° 2 - Croissance particulièrement spectaculaire des médecins roumains en France de 2007 à 2013

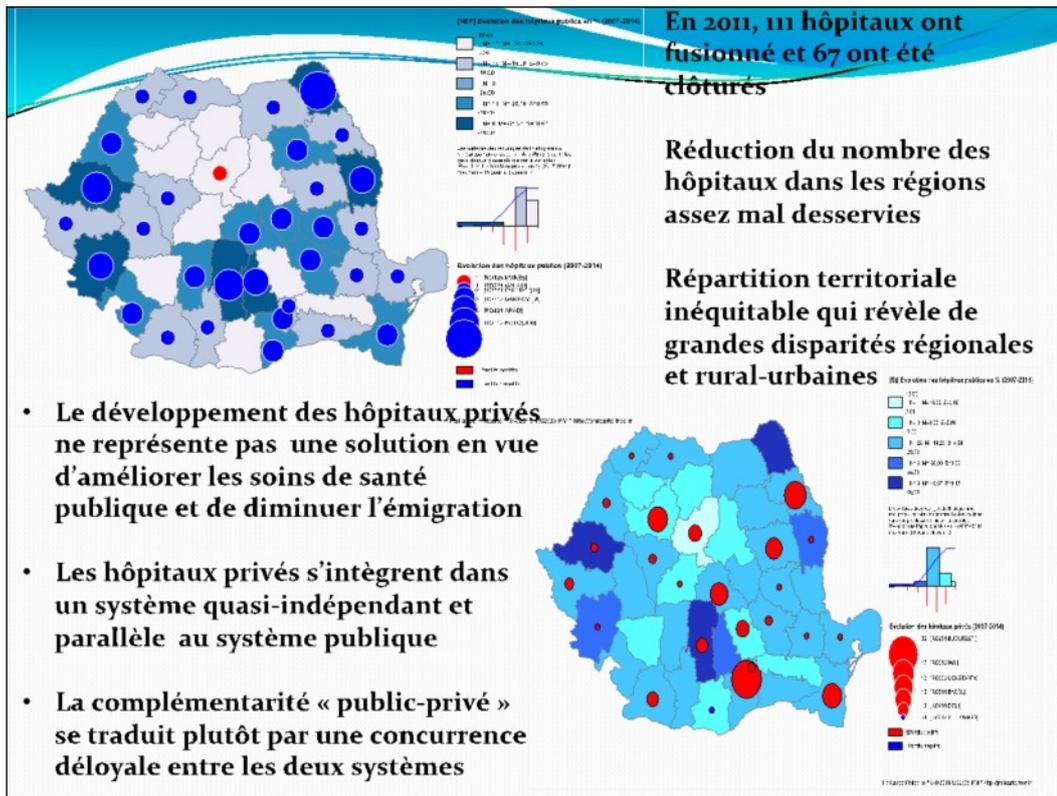


Tableau N° 4 - Grandes disparités régionales et rural-urbaines quant à l'implantation des hôpitaux, suite aux fusions et aux fermetures de 2011

campagne (5 592) – Institutul Național de Statistică, 2012). Fait qui met en évidence un déséquilibre régional grave, surtout dans les grandes communes rurales aux multiples villages éloignés de plusieurs km de la mairie. Un médecin pratiquant en zone rurale a un bassin de population six fois plus élevé à soigner que s'il exerçait en ville... En 2013, environ 100 localités roumaines ne disposaient d'aucun médecin. En cette année 2016, en Roumanie, on imagine aisément la péjoration de cet état de fait, au vu du déficit annuel reconnu de 500 médecins. Les centres universitaires de médecine absorbent également les médecins des zones limitrophes ou rurales, ces dernières devenant encore plus défavorisées au niveau

și completarea OUG nr 115/2004 privind salarizarea și alte drepturi ale personalului contractual din unitățile sanitare publice din sectorul sanitar, 2008).

Le bas niveau de rémunération de ces jeunes médecins a encore été réduit en 2010 et pour les années suivantes par la Loi nr. 18 concernant certaines mesures nécessaires en vue d'équilibrer le budget et imposant au secteur budgétaire une baisse des salaires de 25 %. En comparaison, toujours en 2013, le salaire moyen d'un médecin assistant de l'UE est d'environ 3 500 €, c'est-à-dire 10 fois supérieur à celui d'un médecin roumain.

Le degré de satisfaction professionnel des médecins dépend aussi des conditions de pratiquer leur art : dotation en matériel, équipements correspondant à la protection du travail, etc. Beaucoup de médecins de Roumanie travaillent dans des conditions difficiles (hôpitaux publics), quelquefois n'ayant même pas à disposition des médicaments ou des consommables (gants, bandages, etc.) nécessaires pour administrer un traitement correspondant au patient. (DORNESCU V. & MANEA T.)

4.- Une médecine à deux vitesses...

L'étude de la migration des médecins roumains de Valeriu Dornescu et Teodora Manea, montre qu'en Roumanie un niveau élevé de polarisation de médecins vers les zones urbaines (2011 : 89 % en ville (46 949 médecins) et 11 % en

de l'accès aux soins de santé.

Suivant les régions économiques de développement, il y a de grandes différences en matière de dotation en médecins. Ce qui fait fluctuer grandement le nombre de patients par médecin. Au Sud et au Sud-Est, on dénombre 773 et 665 habitants/médecin. Au Nord-Est, on enregistre 2 278 habitants/médecin. Il est aussi constaté un déficit de cadres médicaux dans les départements d'Alba, Maramureș, Vaslui, Suceava, Arad et Constanța. Sur le tableau N° 5, représentant la situation du département de Suceava, on observe que dans la commune de Voișinel, il y a 4 239 habitants pour un médecin, que trois quarts de ces communes rurales ont plus de 500 habitants/médecin. Et aussi que 46,7 % de ces communes urbaines sont dans la même situation.

5.- Une crise sans solution ! Le système de santé roumain est bien malade... Qui va venir le soigner ?

La Roumanie, avec une répartition moyenne sur son territoire de 25 médecins/10 000 habitants, figure au dernier rang des pays européens (Institutul Național de Statistică, 2011) et on pourrait dire au premier rang du « plus grand exportateur de médecins ». (DORNESCU V. & MANEA T.)

Un grand questionnement éthique s'ensuit :

Comment assurer l'équilibre entre le droit à la libre circulation et les mesures prises par le gouvernement concernant la diminution de l'émigration des professionnels de la santé ? La Roumanie sera-t-elle capable d'envisager l'application d'un programme national attractif en faveur du retour de ses spécialistes ? (VASLICU D.)

Les codes éthiques de recrutement du personnel médical devraient fonctionner comme un instrument de protection des ressources médicales des pays en cours de développement ou de toute ressource humaine déficiente. (DORNESCU V. & MANEA T.)

Jusqu'à maintenant, nous sommes une source massive de cerveaux pour l'Ouest, sans avoir un pays économiquement plus défavorisé comme solution pour combler le vide créé. Pourrons-nous prendre des mesures économiques assez rapidement pour nous sauver de cette crise de la santé avant que cette idée d'émigration ne s'enracine profondément dans notre ADN sans échappatoire possible ? Une augmentation de salaire est-elle suffisante ou a-t-on besoin d'un changement massif de politique de santé pour retenir les médecins chez eux ? (MORARU I.)

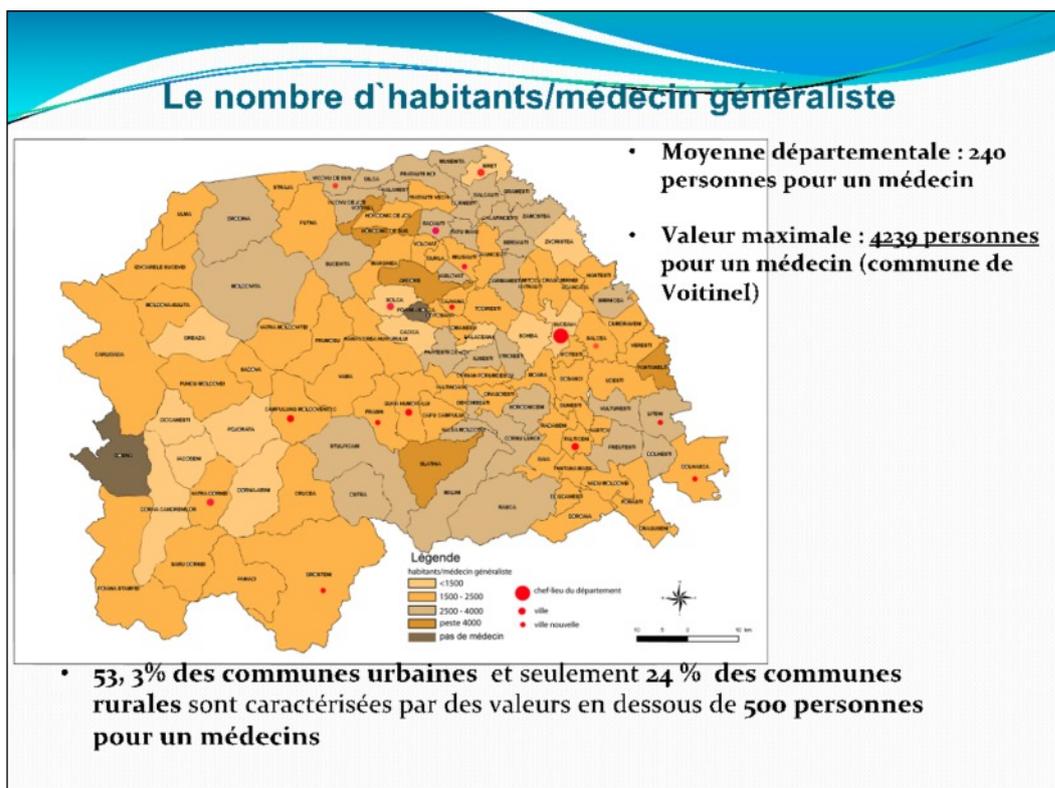


Tableau N° 5 - Nombre d'habitants par médecin généraliste dans les communes urbaines et dans les communes rurales du județ de Suceava

Et, quand on regarde la situation médicale de l'ensemble de l'Europe, quelle santé aurait l'ouest de l'UE sans l'exode massif des médecins de Roumanie ?

Christiane BÉGUIN
Y compris pour les traductions

Christiane Béguin et Vera Rossel coordonnent la commission « Santé » au sein du Comité OVR-Suisse.



<http://www.topromanesco.ro>

**Les membres du
Comité OVR-Suisse
vous présentent
leurs meilleurs vœux pour 2017 !**

Association « Entr-Aides »

A la rencontre des populations d'Europe orientale

L'association « Entr-Aides » n'est pas inconnue de nos lecteurs. Nous y avons déjà fait allusion dans notre numéro du mois d'août 2015. Elle existe depuis plusieurs années et organise régulièrement des voyages de découvertes, de rencontres et de partages entre des jeunes de chez nous et les populations de différents pays de l'Est.

Elle a publié récemment un petit dépliant montrant l'éventail de ses activités en lien avec la préparation de son prochain projet, en cours de réalisation. Nous en avons repris les parties les plus significatives – présentées ci-avant – et avons demandé à son responsable de nous développer leurs objectifs en remettant l'ensemble de leurs activités dans un cadre plus large, pour mieux comprendre leur démarche. Contexte de la création de leur association, ses motivations et les raisons pour lesquelles elle a demandé à devenir membre de notre association OVR-Suisse.

La Rédaction

Entretien avec Cédric Bonnébault

– Pouvez-vous vous présenter en quelques mots et nous dire comment vous en êtes arrivé à créer l'association « Entr-Aides » ?

– Enseignant à Martigny, à l'ECCG de Martigny (Ecole de commerce et de culture générale), l'année scolaire 2004-2005 a été pour moi l'occasion de créer un projet avec la classe dont j'étais titulaire. Un pari « un peu fou », une aventure unique : récolter du matériel, l'acheminer jusqu'au Kosovo, dans les régions touchées par la guerre, et permettre aux jeunes de le distribuer. Le premier « partenariat » avec l'association Nendaz-Gherla a pris forme, par la location symbolique du DAF encore en leur possession à l'époque.

Cette expérience était aussi motivée par le fait que ces jeunes auraient l'occasion de vivre directement dans des familles d'accueil d'un village de la région de Malishevë.

A notre retour, il restait encore du matériel, un peu de fonds. J'ai décidé de finaliser ce projet, avec un dernier voyage. Une partie des jeunes ont alors souhaité repartir avec moi, l'été suivant. Durant la même année scolaire, une autre classe m'a demandé s'il y avait possibilité de réaliser également un projet : la première action en terre roumaine, à Gherla, s'est mise en place et a été réalisée durant l'automne 2006.

Si la première expérience s'est déroulée sans cadre associatif, il a fallu, par la suite, songer à se doter d'une structure permettant de faire vivre l'action sur le long terme et d'offrir aux jeunes une sorte de « label » utilisable d'année en année.

– Quand a-t-elle été créée ?

– L'association est née le 22 octobre 2008, avec un comité composé de Christine Carron, vice-présidente, Florence Giovanacci, secrétaire, Agnès Giovanola, comptable, et de moi-même. Il est toujours actif à ce jour, mais se compose désormais uniquement de Christine, Florence et moi-même.

– Qui sont les jeunes qui sont intéressés par cette approche ?

– Des jeunes qui souhaitent vivre une aventure, construire un projet sur un moyen terme – une année scolaire environ – et s'investir dans des activités extra-scolaires en tant que bénévoles.

– Pourquoi avoir choisi des pays de l'Europe orientale ?

– Régions lointaines et proches à la fois, l'Europe de l'Est et les Balkans ont été touchés par des soubresauts divers, entre fin du communisme, montée des nationalismes, difficultés de transition vers des systèmes démocratiques et « digestion » de l'économie à tendance libérale. Pour le jeune que j'étais, la vision des exactions commises durant la guerre en Bosnie entre 1992 et 1995, par exemple, est restée gravées dans ma mémoire. Par ailleurs, j'ai toujours été intéressé, notamment comme professeur d'histoire et en ayant suivi une formation en sciences politiques, par cette partie du monde.

Enfin, pour ce qui a trait aux projets avec les jeunes, je pense que le fait de pouvoir faire la route avec eux, jeter des ponts entre eux et là-bas, vivre la différence est un élément moteur fort. Et rien n'est acquis, comme le montre la situation en Ukraine. J'y étais avec des jeunes, en 2013, dans la région du Donetsk. La ville dans laquelle nous avons séjourné a été en bonne partie dévastée ensuite par la guerre... Les frontières se défont et se recréent...

– Pourquoi la République moldave et le Kosovo ?

– Le projet au Kosovo – comme mentionné plus haut – date de la volonté d'action avec cette première classe. Il était également plus facile d'accès au niveau de la collaboration sur le plan local. En effet, un pays comme la Bosnie, par exemple, n'offre toujours pas de réelles possibilités pour des projets tels que

construits avec les jeunes. La diaspora a perdu ses attaches avec une partie des gens sur place, les personnes déplacées n'ont souvent pas pu revenir dans leur région d'origine...

Pour la Moldavie, c'est le pari fou d'un jour, d'une rencontre. Jean-Pierre Cretton, ancien directeur des écoles de la ville de Martigny m'a parlé d'un contact qu'il avait sur place. Une enseignante était venue à Martigny, comme traductrice d'un groupe de danse, lors du festival folklorique de Martigny. Il m'a simplement parlé, en octobre 2006, de ce petit pays, ex-république de l'URSS. Je lui ai dit que j'y penserais et, en février 2007, je m'envolais avec lui pour une rencontre sur place... Un camion a pu y être acheminé cette année-là déjà, une « victoire » dans ce pays alors encore très fermé... Les choses ont évolué, depuis la dizaine d'années bientôt que je m'y rends.

– **Et pourquoi aussi la Roumanie, finalement ?**

– Le premier projet, réalisé en 2006, l'a été en partenariat avec l'association Nendaz-Gherla. Il avait une orientation « humanitaire », ce qui est toujours un des *leitmotiv* principaux. Nous n'avons pas des membres et un *staff* pour mettre en place des projets de développement et de coopération, sachant par ailleurs que nous ne nous rendons que rarement dans la même région.

Cependant, en 2014, nous avons ébauché avec Pascal Praz la possibilité d'ouvrir une « rencontre » avec le village d'Andrieșeni, dans le *județ* de Iași. Cela a été une véritable fête, sachant que les villageois n'avaient pas eu l'occasion d'accueillir des étrangers depuis la chute du régime de Ceaușescu. Nous avons finalement réalisé une nouvelle opération en 2015, dans le même village, pour y apporter une nouvelle fois des denrées pour les familles nécessiteuses. Cette deuxième visite, et l'intégration d'Andrieșeni dans le projet « Pompiers », a été la base de notre inscription à OVR-CH, afin de jeter les bases d'un partenariat.

– **Quelles sont les similitudes et les différences entre ces différents pays ?**

– Le Kosovo a une culture différente, liée au monde musulman. La région a dû se remettre d'une guerre avec la Serbie, vivre la présence des forces internationales... et finalement se constituer en pays. Il reste énormément de chemin à réaliser : le pays peine à décoller économiquement et reste très tributaire de l'aide internationale et de l'envoi de fonds par la diaspora. Par ailleurs, la reconnaissance de l'indépendance par la communauté internationale n'est pas unanime.

La Roumanie, même si les standards semblent meilleurs, connaît des « poches de pauvreté » encore importantes. Les situations des familles, l'exil d'une partie importante de la population, les inégalités entre régions, la corruption et les salaires bas freinent le développement.

Si vous comparez, la Moldavie se trouve au niveau de ce précédent pays... il y a 10-15 ans. L'action « humanitaire » et

ENTR – AIDES



Une fenêtre qui s'ouvre...
Eté 2017

Octobre 2016—juin 2017... des jeunes dans l'action !

▶ « Un projet, des actes... pour un voyage et une rencontre à l'Est »

de soutien direct à la population et aux institutions reste une part non négligeable de nos projets. C'est aussi un pays qui vit des tiraillements politiques importants, comme le montre encore la dernière élection présidentielle. Est et Ouest se disputent l'influence, et le « grand frère » russe est très présent. Par ail-

leurs, les velléités d'autonomie renforcée voire d'indépendance de la minorité gagaouze au sud, tout comme l'existence *de facto* de la Transnistrie russe, depuis 1991, maintiennent vivaces le risque de démembrement du pays.

C'est aussi une contrée dans laquelle j'ai appris à appréhender le monde slave, ayant réalisé des projets pour l'ensemble des franges de la population, minorités comprises. On peut vous parler en roumain ou russe, et cela a favorisé mon apprentissage « culturel » pour la réalisation de mes voyages plus à l'Est, comme en Ukraine avec les jeunes, ou, à titre personnel, en Russie.

La Bulgarie a également été touchée, avec des projets très axés sur l'appui à des familles ayant des enfants dits « spéciaux ». Le monde du handicap est encore caché, et les parents commencent à oser en parler. Par ailleurs, statistiquement, les personnes arrivant à l'âge de la retraite se trouvent dans des situations de péjoration financière forte. Dans l'un des villages que nous avons touchés plusieurs fois, il reste uniquement des personnes âgées... et 120 maisons habitées sur un total de 160. La maison « meurt » avec son propriétaire...

– Concrètement, comment les situeriez-vous les uns par rapport aux autres dans le domaine du développement ?

– Je viens de faire référence à cette question pour ce qui a trait à la différence de niveau entre Roumanie et Moldavie. Le Kosovo a toujours de forts soucis, par exemple, dans sa politique énergétique : les coupures de courant sont fréquentes. Il est cependant très soutenu par les expatriés. La Bulgarie a globalement un bon développement des infrastructures et, notamment, une dotation en moyens relativement bien fournie pour les collectivités publiques... du moins dans les villes.

– Ces voyages-découvertes sont donc plus des « voyages humanitaires » que des « camps-services » ?

– Les voyages gardent principalement leur caractère humanitaire même si, bien sûr, la part du voyage et de l'échange avec les autres (familles d'accueil, étudiants, etc.) est importante. Lorsque vous allez distribuer des habits dans un hôpital psychiatrique, que vous amenez des colis de nourriture ou de produits de première nécessité dans certaines maisons ou immeubles, ce que vous voyez, entendez et sentez chamboule et montre l'importance de ce travail de proximité.

– Quel regard portez-vous sur ces populations ?

– Je reçois encore et toujours plus que je ne donne. Une leçon d'humilité, d'accueil, de partage... et j'ai appris – j'essaie de l'apprendre aux jeunes – à donner en respectant les gens. Un sourire, ou pas, un regard, ou pas... mais le sentiment que – globalement – les gens se battent et peuvent mériter toute notre estime pour cette force qui leur permet de survivre. Je suis malheureusement un peu inquiet quant à l'évolution de la situation... En Moldavie par exemple, l'un des parents – voire les deux – partaient chercher fortune ailleurs, pour ensuite revenir. Ils laissaient les enfants au pays. Or, je constate que,

► **Et tout commença...**

À cheval sur la frontière...

La République de Moldavie et l'Est roumain ont formé un seul et même pays, que les aléas de l'histoire ont séparés...

La **Moldavie** est considérée comme la contrée la plus pauvre d'Europe, avec plus du quart de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Le salaire est vite épuisé par les coûts « de base » (chauffage, soins, nourriture, etc.).

Si les villageois peuvent pratiquer une agriculture « de survivance », la situation des déshérités en ville se révèle très difficile.

Selon l'Organisation Mondiale des Migrations, la Moldavie se place au 109e rang – sur 190 pays – en terme d'« Indice du développement humain ». À titre d'exemples, la Roumanie, la Bulgarie et l'Ukraine, pointent respectivement aux 54e, 60e et 84e rangs.

Selon un rapport de la DDC (Direction du développement et de la coopération suisse), « près de 21% de la population vit avec moins de 4,3 dollars par jour ».

La **Roumanie**, plus particulièrement dans la région de Iasi au nord-est, peine à se développer, encore plus particulièrement dans le con-

texte de l'instabilité politique et de la crise économique qui touchent le pays. Les statistiques de comparaisons européennes mentionnent que 48.7% (état 2010) des enfants de 0-17 ans vivent en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Le projet

Notre objectif est de venir en aide à ces nombreux nécessiteux, et par ailleurs nous rendre compte du cadre de vie, de la situation médicale des régions visitées... En espérant soutenir, aider, en échange d'un enrichissement humain, dans la rencontre...

Nous nous rendrons sur place au début de l'été 2017, après un long voyage d'environ 2'500 km.

L'étape principale de l'aventure sera la ville d'Orhei, localité au nord de Chisinau (Moldavie). Là-bas, nous achèterons le matériel et confecturerons des « lots », comprenant de la nourriture, des produits d'hygiène et de soins, etc.



Une visite à l'hôpital psychiatrique de la ville d'Orhei—Moldavie été 2015

de plus en plus, ils reviennent les chercher et les emmènent avec eux. Crise économique, stagnation politique, etc. Une partie ne semble plus y croire...

– N’avez-vous pas parfois l’impression de faire du voyeurisme ?

– Oui et non... tout comme un photographe qui se demande s’il doit ou non prendre telle ou telle photographie. Le risque existe d’avoir un jeune qui, au final, vivra cela ainsi... mais je ne le crois pas. Ils sont ouverts au monde, font preuve de compassion et d’empathie... s’insurgent aussi des situations et demandent des explications. Je et nous ne fonctionnons pas à la manière des GI’s qui jetteraient des sacs de riz depuis un hélicoptère. Nous allons à la rencontre de l’autre, nous posons le carton où il le souhaite. Les enfants sur place adorent se faire prendre en photographie... Une personne âgée de Moldavie me disait qu’elle n’avait jamais reçu de cadeaux de sa vie, lors de notre passage ! C’est cela qui est important... Penser à l’autre, aller à sa rencontre, le faire exister et lui dire qu’il existe. Lorsque les portes en fer de l’hôpital psychiatrique de la ville d’Orhei se ferment à clé derrière moi, après chaque action, j’en garde encore et toujours un pincement au cœur.

– Quel est l’impact de votre activité sur les populations locales ?

– Faible, en soi... une goutte d’eau. Nous essayons d’appuyer les plus nécessiteux, et de construire également un tissu social en compagnie de nos interlocuteurs locaux. Cela a bien fonctionné, par exemple, en Moldavie, où l’association partenaire « Entr-Aides Orhei » réalise désormais des petites actions ponctuelles et a permis à des jeunes sur place de jouer le rôle de bénévoles auprès des personnes seules dans la ville.

– Comment les jeunes de l’association réagissent-ils face à cette réalité sociale ?

– Beaucoup de jeunes restent marqués par les différences dans le pays même, parfois dans le même village, la même rue ou entre maisons voisines. Au Kosovo, cet été, nous avons amené des colis dans deux familles. En face de leur mesure, une troisième famille avait construit une sorte de « château », auquel les deux premières n’avaient pas accès. En Moldavie ou encore en Roumanie, les situations de famille ou de personnes, avec la mort d’un conjoint ou l’abandon du domicile, le fait que les enfants ne viennent plus voir leurs parents âgés, etc. les touchent considérablement. Et je pense important que, à cet âge, ils soient sensibles au fait que cela existe et que ce n’est pas « normal » en soi, si on pense aux droits sociaux et économiques dont toute personne pourrait se prévaloir.

Ils comprennent cependant aussi que face aux mentalités différentes, aux habitudes culturelles ou aux manières de réaliser certaines actions de manière plus « brutales » qu’en Suisse, la critique n’est pas suffisante. Le fait de montrer que l’on peut donner différemment, poser un regard « humain » sur l’autre est un processus qui permet aussi de faire prendre conscience aux personnes sur place qu’il y a des manières différentes pour agir.

– Comment les autorités du pays/des pays réagissent-elles par rapport à votre action ?

– Je travaille beaucoup avec des partenaires très locaux, des directeurs d’école, enseignants, médecins, etc. Dans les villages, par exemple en Roumanie ou en Moldavie, les maires sont relativement présents et plutôt honorés de notre présence. Lorsqu’ils comprennent pourquoi nous venons et également notre volonté d’échanger et de vivre une expérience ensemble, les portes s’ouvrent. Je pense également que la « fraîcheur » des jeunes permet de faire tomber certaines barrières, craintes et réticences.

Au Kosovo, nous travaillons de manière indépendante dans les villages, mais je m’appuie sur la liste fournie par les communes et leurs services sociaux. Les autorités communales (qui regroupent plusieurs villages, à l’image de nos districts) nous reçoivent avec plaisir, mais ont compris notre démarche de terrain. Il y a bien longtemps que je n’ai plus eu à me battre pour faire comprendre que, avec les jeunes, nous allons donner directement aux familles... pour aller jusqu’au bout de l’action, depuis la récolte des fonds ou du matériel jusqu’aux destinataires finaux, en passant par tout le cheminement pour atteindre ces régions par la route.

– Votre désir de faire fonctionner l’économie locale pour répondre aux besoins premiers des populations est-elle possible ?

– Il faut être très attentif à la manière d’actionner cette économie locale. Parfois, je travaille avec plusieurs fournisseurs et nous négocions les prix. J’ai fait l’expérience d’achats sur les marchés, mais avec le risque de prendre le stock entier – ou presque – et de finalement « casser » les possibilités d’acquisition pour les locaux. J’achetais 2 ou 3 kg de riz, par exemple, par échoppe... mais, à une échelle plus large, ce n’est plus possible. Le problème est aussi de trouver, parfois, les produits sur le lieu lui-même. Dans les villages moldaves, ce n’est pas toujours simple.

– Voyez-vous malgré tout une évolution sur place depuis que vous avez commencé vos activités ?

– J’ai le sentiment que nous « courrons » après une évolution économique, politique et sociale peu évidente. Cependant, à l’exemple de Orhei en République de Moldavie, les « micro-actions » aident à ce que les gens sur place se mobilisent progressivement par eux-mêmes. Lorsque nous avons créé notre partenariat, mes contacts souhaitaient que je devienne président de ce qu’ils appelaient « une succursale » de notre association. Je leur ai expliqué que nous allions travailler ensemble, chacun avec ses forces, mais qu’il n’était pas question de jouer « le grand frère » et les donneurs de leçons. Pas après pas, rencontre après rencontre, nous avons pu mettre en place une réelle interaction et collaboration ; je leur ai aussi donné des idées, les ai appuyés avec l’association helvétique

pour qu'ils se mobilisent : pas évident quand on connaît le passé du pays et la « non-tradition » associative.

– Comment parvenez-vous à faire prendre conscience de cette réalité aux jeunes qui vous accompagnent d'année

en année, et qui ne sont probablement pas les mêmes d'une année à l'autre ?

– Les groupes évoluent, et je dois m'adapter à chacun... Les jeunes ne sont pas les mêmes, n'ont pas tous la même sensibilité. Parfois, certains retiendront un élément que je peux juger « secondaire » dans cette réalité, mais la prise de conscience n'est pas simple. Il faut traduire, expliquer, par exemple, que de trouver du poulet en gelée au petit-déjeuner le matin ou des cacahuètes après le repas est un signe de bienvenue, une « occasion » spéciale. Ils ont souvent peur, au départ, pour le confort et ce qui les attend sur place. Finalement, ils échangent aussi entre eux et le groupe joue souvent un rôle pour le partage d'impressions... et c'est une bonne chose. Je dois aussi leur expliquer les situations rencontrées, la raison pour laquelle on donne ici et pas là... Mais c'est sain de pouvoir avoir cette demande de transparence.

– La préparation de ces voyages avec les jeunes est probablement importante. Mais comment réagissent-ils lors des réunions de bilan – qui doivent aussi se faire, j'imagine – au retour des voyages ?

– Je les prépare et, en même temps, peu. Je pourrais toujours leur montrer les photographies touchantes, dures, perturbantes, avant le départ... Je ne le fais pas... Je parle beaucoup de ce qui va se vivre sur place, mais il faut souvent répéter, car cela ne fait sens que quand ils y sont véritablement. Il y a aussi la relation de confiance instaurée avec les jeunes, qui comprennent que je suis là pour les accompagner, dans les moments difficiles et plus faciles.

Lorsque l'on sort de l'hôpital psychiatrique, lorsque tel ou tel jeune a vu une situation – en amenant un carton à une personne handicapée –, il faut pouvoir moduler son *debriefing*. Parler, les laisser parler ou pleurer, puis aussi « rire » et s'amuser pour évacuer. Avec le groupe de l'été 2015, nous nous sommes revus pour une soirée après-coup. Les jeunes étaient présents une heure avant l'arrivée des parents, pour échanger. Plusieurs ont pleuré et j'ai même dû prendre une jeune fille dans mes bras. En rentrant, ce groupe avait bien échangé avec leur famille, mais une partie était restée « en eux ». De pouvoir parler entre nous, qui avons tous vécu cette expérience, a permis de faire ressortir des émotions, des regrets, des incompréhensions face à une pauvreté qui ne se réduit pas.

Certains jeunes font un processus personnel lent. Une jeune fille, durant le projet 2014, n'a pas dormi durant 3 nuits, face à certaines situations qu'elle avait découvertes. J'en ai parlé avec elle, mais elle a pris plus de deux ans avant de réellement pouvoir le dire à quelqu'un « d'extérieur ». Je m'adapte... et leur dis que je suis présent pour un « service après-vente ».

– Votre activité a commencé avant votre demande d'entrée comme membre de l'Association OVR-Suisse. Pourquoi avoir franchi ce pas ?



« L'humanitaire m'a toujours attirée. Le fait d'aider des personnes qui sont dans le besoin, pouvoir échanger avec eux, découvrir de nouvelles cultures et vraiment se rendre compte du style de vie que certaines personnes mènent. En effet, on peut voir à la télévision comment c'est mais le voir de ses propres yeux et le vivre me fera apprendre des choses sur moi-même que je ne connais pas. »

- Myriam



« Nous avons entendu parler au début de l'année de ce projet humanitaire et j'ai tout de suite été interpellée. »

Je suis très motivée car j'ai toujours voulu aider les personnes dans le besoin. Je pense que ce projet sera très formateur pour nous. Je me réjouis de participer à cette aventure avec mes amis de l'école [...]. »

- Joanna

« j'ai eu la grande chance de faire partie du projet Kosovo-Bulgarie 2016 ! »

J'en garde de très bons souvenirs, des liens qui se sont tissés tout au long du voyage[...]. Une expérience exceptionnelle à faire, refaire et re-refaire. Cela m'a permis de m'ouvrir à différentes cultures et d'apprendre beaucoup de choses concernant celles-ci. En revenant et après avoir fait un retour sur ce qui venait de se passer, repartir m'a paru une évidence.



- Carolina



« Faire un voyage humanitaire m'a toujours motivée car j'adore voyager, et pouvoir aider des personnes qui n'ont pas le même confort qu'en Suisse me ferait me sentir utile. [...] Ce projet pourra m'amener de l'expérience, de l'autonomie, ainsi qu'un regard plus vrai sur ce qu'est réellement la pauvreté. »

- Chloé

« L'idée de pouvoir venir en aide à des personnes ayant moins de chance que moi me donne l'impression de servir à quelque chose, ne serait-ce que pour un court instant. »

J'aimerais que tout le monde puisse vivre dans les mêmes conditions que moi, et je ne vois pas pourquoi ça ne serait pas le cas. Après tout, nous sommes tous égaux. J'ai toujours donné un peu d'argent dans une tirelire quand il s'agissait de projets humanitaires, mais sans pouvoir vraiment faire plus. Maintenant que l'occasion se présente, je suis heureuse de pouvoir



enfin apporter une aide plus conséquente. [...] je trouve ça intéressant de sortir de mon confort quotidien et d'aller voir comment les gens vivent ailleurs. »

- Cindy

« J'ai l'envie de partir en projet humanitaire parce que pour moi l'entraide est une valeur que je partage [...]. Ce voyage serait l'occasion d'enrichir mon parcours professionnel, ma culture générale, et mon expérience dans la vie. La Moldavie est un pays qui a besoin d'aide et ce voyage humanitaire pourrait l'aider. »



- Coline

— L'adhésion d' « Entr-Aides » à OVR-CH vient de cette volonté de ne pas « utiliser » le réseau sans prendre part à l'aventure. Bien évidemment, notre terrain de prédilection n'est pas la Roumanie uniquement, mais le fait de construire des ponts, une relation, la promesse de se revoir un jour est, pour moi, important. J'ai aussi voulu marquer notre attachement à ce long partenariat avec Nendaz-Gherla, qui nous a ouvert les portes du pays. Je crois que le village d'Andrieşeni a compris la démarche et j'ai travaillé également à construire des ponts entre les villageois et la Moldavie. A chaque passage, mon contact moldave était présent pour construire un lien. C'est aussi ma volonté de revenir avec un groupe durant l'été 2017, à la fois pour le projet et pour la rencontre !

– Quel est l'apport qu'une structure comme la nôtre peut vous apporter ?

— OVR est un mouvement citoyen et associatif historiquement hors-norme, avec une expérience qui va des projets humanitaires à des actions de développement et de coopération. « Entr-Aides » est une toute petite structure, qui peut se suffire à elle-même, compte tenu de ses buts et de l'intégration à chaque fois renouvelée de nouveaux jeunes, qui finalement ne restent pas comme membres. Ils vivent « une expérience »... Mais en même temps, votre structure permet un appui, une projection dans le futur et une réflexion pour la coopération. Elle a aussi su tisser des liens, travailler avec une réalité mouvante, et cette expérience est un apport indéniable !

– La réalité correspond-elle à vos attentes ?

— Jamais... Elle m'échappe toujours et me surprend. Un visage, une rencontre, une main qui se tend ou qui se refuse. J'ai pris l'habitude de « calibrer » au mieux possible les actions, car je sais que la route, les expériences sur place, les réactions des jeunes chambouleront mes attentes et la manière dont je concevais telle ou telle expérience. Et c'est pour moi une manière de « lâcher prise » et de continuer à m'investir dans ces projets.

– Comment envisagez-vous le futur de votre association ? Rythme de croisière ? Maintien des choix faits ? Expansion ? Redéploiement ?

— Le futur est lié, en partie, au fait de savoir si des jeunes partent et repartent dans une aventure. Il dépend, par ailleurs, du comité sur place et des tentatives que j'ai faites de lier Christine et Florence avec les partenaires sur place. Elles sont venues en Moldavie deux fois, et j'espère qu'elles seront présentes pour les anniversaires de 2017. Nous avons aussi vécu un échange durant l'été. J'étais présent en Bulgarie avec les jeunes, et nous avons pu organiser la présence en parallèle des membres du comité, de mon contact bulgare et de la responsable de l'association moldave.

Une partie des actions va certainement se redéployer dans la direction d'un partenariat, notamment au Kosovo si l'on souhaite obtenir des moyens plus importants pour les familles qui n'ont pour ainsi dire plus de toit. Là également, il s'agira de « petits

projets », mais ciblés, et le plus « sur le terrain » possible. En Moldavie, nous avons toujours une discussion pour un acheminement de matériel et une formation dans le domaine du Service du feu. Cela reprend aussi la question précédente quant aux apports d'OVR-CH, qui a une expérience forte dans ce domaine.

Un trait d'union par-delà les frontières !

La création de ce « label » a pour but d'entretenir les liens tissés dans le cadre des diverses expériences humanitaires organisées à l'Est depuis plusieurs années - notamment au Kosovo, en Roumanie ou en Moldavie- ainsi que d'en créer de nouveaux.

Structure souple, « Entr-Aides » offre la possibilité d'apporter un soutien concret à des personnes nécessiteuses ou des collectivités (écoles, villages, communes, associations), par la fourniture de biens ou services achetés directement sur place : « cartons-nourriture », produits d'hygiène et de soins, matériel scolaire, visites médicales ou dentaires subventionnées, etc. Elle peut également être mobilisée pour l'acheminement de matériels spécifiques récoltés en Suisse (mobilier scolaire, postes informatiques, etc.), dans les cas où leur acquisition s'avèrerait moins pertinente dans le pays de destination (qualité, possibilités d'achat, etc.).

Le mot d'ordre principal repose sur l'action « locale », en injectant les fonds récoltés en Suisse directement dans l'économie indigène, et avec l'appui de personnes de confiance sur place... pour une entraide à cultiver également dans la population ciblée.

En second lieu, « Entr-Aides » vise à permettre l'échange, plus particulièrement pour les jeunes de notre pays, afin de leur faire vivre et partager une expérience... en leur apportant un appui et un encadrement pour une opération ponctuelle.

Le travail en équipe, -et l'échange en Suisse ainsi qu'à l'étranger- représentent un « bagage » formateur important pour leur futur, tant personnel que professionnel.

Agir pour et avec les bénéficiaires, soutenir le tissu social et économique local... Quelques francs représentent parfois un modeste salaire après de longues heures -voire des semaines- de labeur...

Penser et croire également que le futur peut se construire en jetant des ponts entre « adultes de demain », en organisant la rencontre avec autrui... un « rêve » que nous vous invitons à soutenir !

Merci de votre confiance...

Florence Giovannacci Christine Carron
Cédric Bonnébault

Le but est de toucher plusieurs centaines de foyers pauvres en ville, dans des villages ainsi qu'à l'hôpital psychiatrique lui-même.

L'attribution de bourses d'étude sera un geste fort que nous espérons pouvoir également finaliser...

Une seconde étape est envisagée, si la récolte de fonds le permet. Il s'agit du village d'Andrieseni, proche de la Moldavie.

Sur place, nous distribuons du matériel aux familles dans le besoin et vivrons la réalité de cette région du pays.



Un temps d'échange entre une grand-mère moldave et les jeunes de Suisse – Moldavie été 2015



” 6 jeunes s'engagent dès cette année à organiser ce long voyage à travers l'Europe, afin d'apporter de l'aide à ces nombreuses personnes en difficulté, en échange de leur sourire. ”

Association Entr-Aides

La route sera longue pour atteindre Andrieseni (IS), en Moldavie roumaine, et Orhei en République de Moldavie

J'espère aussi que les partenaires sur place ne s'essouffleront pas, ce qui est le risque. Lorsque l'on doit déjà se battre pour soi, sa famille, son avenir... je trouve formidable de trouver des bonnes volontés qui arrivent, en plus, à travailler à notre niveau pour aider leur propre pays.

– **Comment se présente le projet de cette année-ci par rapport à ceux des années précédentes ? Se différencie-t-il des autres ?**

– Un projet est toujours différent... car les jeunes changent. C'est à la fois la difficulté et le bon côté de ces actions, car il y a toujours un renouveau. Pas de position acquise, sauf l'expérience au fur et à mesure des actions. Mais il y a des événements marquants : notre troisième passage dans le village d'Andrieseni, cette fois comme « partenaire », et aussi les anniver-

saires en Moldavie : 10 ans de partenariat sur place et également 5 ans d'existence de la structure « Entr-Aides Orhei ».

– **Merci d'avoir accepté de nous présenter ces différentes facettes de votre démarche, particulièrement riche et porteuse de réflexions – avant, pendant et après chacun de vos projets. Bonne préparation et bonnes activités sur place pour celui de cette année-ci, tant dans le domaine de la conscientisation des jeunes de votre association que dans celui des échanges avec les populations des différentes régions contactées !**

Cédric BONNÉBAULT
Président de « Entr-Aides »

Entretien : Hubert ROSSEL

Toutes les photos et les textes compris dans les différents cadres de ces pages appartiennent à « Entr-Aides » et sont repris d'un papillon édité récemment par leur association.

Pour tout renseignement complémentaire : Site : www.entr-aides.ch – Courriel : entr-aides@hotmail.com
Facebook : www.facebook.com/entraidesjeunes



Prochaine Assemblée générale d'OVR-CH

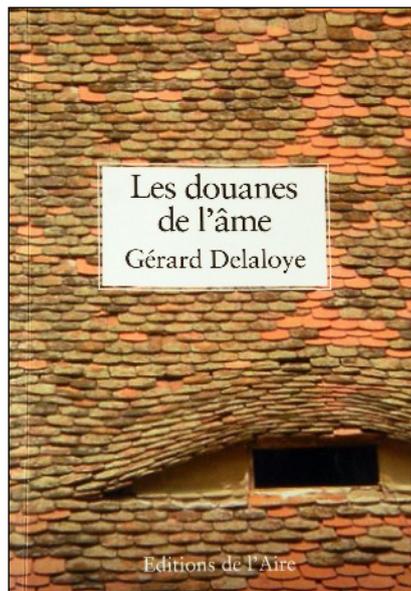
Le programme n'est pas encore arrêté, mais ce sont nos amis de Monthey qui nous feront le plaisir de nous accueillir une nouvelle fois le **8 avril 2017** dans le Chablais.

Notez-en d'ores et déjà la date !

Coin bibliothèque : avec Gérard Delaloye

DELALOYE Gérard, *Les douanes de l'âme*, Editions de l'Aire, Vevey, 2016.

Fort de ses racines suisses et valaisannes, Gérard Delaloye et son épouse roumaine ont rejoint la Transylvanie pour s'installer dans le paisible village de Sibiel, près de Sibiu, pour y passer leur retraite. Les liens de Gérard Delaloye avec Eugène van Itterbeek, à qui le livre est dédié (voir le dernier paragraphe), sont à l'origine d'une de ses motivations pour aller vivre dans cette région, connue aussi pour son climat agréable, loin des chaleurs estivales étouffantes de Bucarest.



Hubert Rossel

Historien et journaliste, l'auteur a pris le temps de réunir ses enquêtes, chroniques et témoignages personnels pour la parution de ce livre. Composé de douze chapitres, le recueil souligne la grande diversité ethnique, linguistique et culturelle du pays. Pays composite qui n'a vu le jour sous sa forme actuelle qu'au début du 20^e siècle, la Roumanie de Gérard Delaloye s'esquisse au fil des pages par des aller-retour entre le présent et le passé, qu'il aime à revisiter pour compléter ses connaissances.

Continuant à parcourir la Roumanie dans tous les sens, il note, au gré de ses rencontres, les observations et les questions qui appellent des recherches et deviennent autant de sujets d'articles publiés dans diverses revues, en Suisse et en Roumanie, dès les années 2000.

C'est ainsi qu'il repositionne le mythe de Dracula. Remis dans la perspective historique du 19^e siècle, le mythe prend, entre autres, ses racines parmi des auteurs romantiques anglais, dont le couple Shelley, le poète Byron, ... qui viennent s'installer à Genève après les guerres napoléoniennes. Repris par différents auteurs, le récit nous mène vers la fin du 19^e s. à Paris, où il y a de la sympathie pour la Roumanie. Bucarest, surnommée le « Petit Paris », est à l'époque un grand centre de la francophonie. Quelques rappels de faits historiques pour situer l'évolution du mythe et ses reprises par des auteurs moins célèbres, voilà Dracula qui nous revient sous la plume de l'Irlandais Bram Stoker. La suite est connue, le mythe a nourri l'imaginaire de nombreux cinéastes, ainsi que des auteurs de dessins animés et BD.

Puis c'est Hergé et son pays imaginaire, la Syldavie où se situe l'action de 4 BD, qui font l'objet d'un chapitre. Le cadre fourni par la *Transylvanie/Moldavie* est l'occasion de développer la vie de Hermann Oberth, scientifique pro-nazi dont Hergé se serait inspiré pour imaginer les épisodes scientifiques des fusées envoyant Tintin sur la lune.

C'est ensuite autour du pays habité autrefois par une majorité saxonne que se construisent plusieurs chapitres. L'auteur résume en

quelques pages, l'installation dès le 13-14^e s., sur appel des rois de Hongrie, de ces migrants venus d'Allemagne, des Pays-Bas, de Belgique, du Luxembourg. Cela lui rappelle l'installation des *Walser* en Valais, qui, même en minorité, parviennent à sauvegarder leur culture à travers le temps.

Les promenades, excursions au pays des Saxons, désigné par *Siebenbürgen*, suscitent des réflexions, des anecdotes historiques, des observations bien intéressantes, qui nous font vivre l'atmosphère de ces villages désertés par ses habitants germanophones. Les églises, servant autrefois de refuges à la population menacée par de régulières incursions d'envahisseurs, sont pour certaines encore abandonnées ou courageusement entretenues par quelques fidèles qui ne sont pas partis en Allemagne. Les plus imposantes ont été restaurées avec l'aide de fonds occidentaux et sont le centre d'activités touristiques diverses. Souvent occupées par les Tsiganes, les maisons ont beaucoup perdu de leur netteté germanique. Cependant, durant les vacances d'été, ces villages saxons reprennent vie, lorsque leurs anciens propriétaires reviennent en vacances sur leurs terres d'origine. Ceux qui sont restés misent actuellement sur le tourisme rural pour maintenir la vie dans leur village, puisqu'il n'y a plus assez de bras pour y maintenir des activités agricoles.

Delaloye présente d'autres liens historiques entre la Suisse et la Transylvanie : suite à la Réforme, luthériens, calvinistes et autres réformateurs, comme Michel Servet, à l'origine d'une réforme dans la Réforme en remettant en cause la doctrine de la Trinité. Condamnée par Calvin, cette proclamation mena Servet droit au bûcher en 1553. Ce que Delaloye découvre, c'est que la doctrine de Servet avait – et a encore – de nombreux partisans partout dans le monde, et aussi en Transylvanie dans certaines régions sicules. La répression calvinienne avait forcé bon nombre d'humanistes et de réformateurs à chercher refuge dans les marges de l'Europe chrétienne, dont la Transylvanie avec des princes très tolérants en matière religieuse à cette époque. La doctrine fut reprise par Ferenc Dávid en 1568 et il réussit à implanter des communautés dont les descendants suivent encore aujourd'hui les enseignements prônés, au départ, par Michel Servet.

Au travers de « *La trilogie de Transylvanie* », de Miklós Bánffy, (1873-1950), roman historique en trois tomes, rédigé entre 1934 et 1940, on peut se faire une idée de la Transylvanie quand elle était hongroise (1). Ayant vécu à Cluj, Bánffy décrit la chute du monde aristocratique hongrois, et plus particulièrement celui de sa région natale, à partir des années précédant la Première Guerre mondiale.

Avec « *Du côté de la Bucovine, vestige d'Empire* », nous suivons la trajectoire d'une autre population, exemple parmi d'autres de ces régions dont les grandes puissances ont dépecé le territoire, au gré des guerres ou des traités de paix : la Bucovine dont la capitale Czernowitz (maintenant en Ukraine) était, dans la première moitié du 20^e siècle, avant la Shoah, à majorité juive. De ces déportations, séjours inhumains dans des camps, exils et retours ambigus, des écrivains ont longuement témoigné. Tout comme ils ont témoigné de leur riche culture ! Avec le poète Paul Celan, ses liens avec la Suisse, le Valais et la France, nous faisons un bout de chemin en poésie tout en éclairant un pan de l'histoire de ce coin d'Europe de l'Est trop méconnu des Occidentaux.

Avec « *Herta Müller : une jeunesse roumaine outragée* », c'est la réalité des Souabes du Banat, un autre coin de Roumanie souvent chahuté par l'Histoire, qui est rappelée à notre souvenir. En saluant l'immense talent de cette écrivain, lauréate du prix Nobel de littérature en 2009, Gérard Delaloye attire l'attention sur une autre « *minorité ethnique et linguistique que les vicissitudes politiques du XXe siècle n'ont pas épargnée et, du même coup, sur les vilenies qu'une dictature communiste était capable d'imaginer pour faire régner la terreur* ».

« *Roms et Roumains, des noms de même âge* » : une approche linguistique intéressante mais, comme le dit Gérard Delaloye, qui ne fait pas progresser la cause des Roms, dont la situation sociale et économique est loin d'être résolue...

La dernière chronique – celle qui est le prétexte du titre du livre – est la plus poignante, car ce témoignage plus personnel de l'auteur décrit un des rituels marquants de la religion orthodoxe, celui des cérémonies lors d'un décès. Ces traditions semblent remonter à la nuit des temps et gardent leur importance encore aujourd'hui. Les descriptions de la liturgie, des repas, des mets pour l'occasion, de l'obole et des rites de passage de l'âme vers l'au-delà de son beau-père, nous font revivre des moments que les proches de la Roumanie connaissent bien.

Si ce choix de textes et articles peut paraître éclectique, le recueil permet néanmoins de remettre en place certaines idées toutes faites, certains clichés sur la Roumanie : Dracula, les Saxons, les Roms... Vu par ce Suisse et Valaisan, les rapprochements historiques invitent à comprendre que les évolutions de l'Histoire se sont déroulées de manière fort semblable et éclairent forcément les situations du moment présent. Le recul historique permet aussi de remettre l'histoire des peuples dans un contexte qui démontre que les liens entre toutes les régions d'Europe existent depuis des siècles.

Reflets d'un vécu, de questionnements personnels, ces chroniques de Gérard Delaloye apportent des éclairages, des réponses et des

pistes de recherche, tant du point de vue historique que sociologique, esquissant une image représentative d'une Roumanie en pleine évolution.

La plupart de ces articles contiennent de nombreuses références complètes à des auteurs, à des parutions, que l'auteur a consultées lors de ses recherches.

Le livre est dédié à Eugène van Isterbeek (1934-2012), poète et écrivain flamand. Docteur en droit et philologue, francophone et européen convaincu, il s'était installé dès 1994 en Transylvanie, pour enseigner la littérature française et néerlandaise à l'Université de Sibiu. Longtemps attaché à la section de littérature française de l'Université de Louvain/Louvain, il a été directeur de l'Association européenne pour la promotion de la poésie et organisateur du Festival européen de poésie. Il a publié de nombreux articles dans différentes revues, dont *Transylvania* (2). Il est également, entre autres, l'auteur d'un *Journal roumain* publié en deux tomes, en 2006 et 2009 (3). Il était comme tant d'autres personnages, un passeur d'idées, allant d'un coin à l'autre de l'Europe, enseignant et témoignant d'un humanisme universel dans cette Roumanie peinant encore à se reconstruire après la chute de la dictature.

Vera ROSSEL

(1) BĂNFFY Miklós, La « Trilogie de Transylvanie » comprend trois tomes :

1. *Vos jours sont comptés* (2010) ; 2. *Vous étiez trop légers* (2010) ; 3. *Que le vent vous emporte* (2011). Tous sont édités en poche chez Libretto, éd. Phébus, Paris. La traduction est de Jean-Luc Moreau.

(2) Cette revue est éditée par le *Centrul Cultural Interetnic Transilvania*, sous l'autorité du Conseil du județ de Sibiu (ndlr).

(3) van ISTERBEEK Eugène, *Journal roumain*, « Les sept dormants », Cahiers de Louvain/Editura Hora, Louvain (Belgique)/Sibiu (Roumanie), 2006 ; et *Journal roumain II*, « Les sept dormants », Cahiers de Louvain/Editura Hora, Louvain (Belgique)/Hermannstadt-Sibiu (Roumanie), 2009.

* * *

ROSSEL Hubert, *Transylvanie – Les églises fortifiées du pays des Sicules*, Editions Risoprint, Cluj, 2015.

Gérard Delaloye a été amené à présenter son livre à plusieurs reprises, tant en Suisse qu'en Roumanie. Et, dans l'approche des différents sujets qu'il a traités, il fait allusion aux Sicules et fait référence au seul livre qui en parle en français : celui qui vous a été présenté l'année passée. Je voudrais profiter de cette occasion pour réagir par rapport aux remarques formulées et mieux faire comprendre le sens de ma démarche.

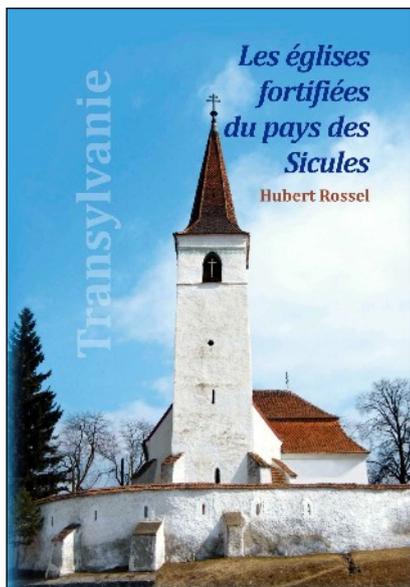
Lors de l'émission « Le grand entretien », passée sur la 2e chaîne de la Radio suisse (RTS 2), le 27 mai dernier (1), il a présenté les différentes populations qui habitent en Roumanie et a parlé des Sicules en ces termes :

« *La Transylvanie est un pays de 100 000 km² qui a toujours été hongrois depuis le 11e siècle ; il a été ensuite occupé, en partie, par une ethnie de type hongrois mais dont on ne sait pas encore aujourd'hui d'où il est sorti. On pense qu'il vient de la steppe mais comment, pourquoi, on ne le sait pas. Ils se sont installés dans la*

région vers 1200. Ce sont les Sicules. Et je signale au passage que les Sicules – dont on sait peu de choses – ont dû construire, comme la plupart des habitants, des églises fortifiées dans lesquelles ils se réfugiaient lorsqu'il y avait une invasion, notamment turque ou mongole, comme la terrible invasion mongole en 1241. Les Sicules sont de langue hongroise et étaient « utilisés » par l'Empire austro-hongrois comme soldats de frontière, de même qu'on avait par exemple les Serbes en Yougoslavie autrefois.

« *Et il y a en Suisse, un monsieur [...] qui s'est entiché de cette population, il y a une vingtaine d'années, et qui vient de publier une somme absolument fabuleuse sur les Sicules. Elle est aussi éditée en français, mais à Cluj en Transylvanie. Cluj est la principale ville de Transylvanie. C'est incroyable ! Il a fait... Mais, bon ! lui [...] est plutôt – je dirais – un « collectionneur d'églises fortifiées ». Il les a toutes visitées, les a parcourues, les a mesurées. Il a recherché leur histoire. Ce livre, qui est un fort ouvrage d'érudition, a été publié en Roumanie avec le soutien de la plupart des entreprises suisses qui travaillent là-bas et de l'Ambassade, l'année passée. Mais je n'ai pas encore pu aller dans les librairies ici, je ne sais pas s'il est distribué en Suisse. »*

Le livre aborde effectivement les questions relatives aux origines des Sicules. Leurs différentes traditions orales ne s'harmonisent pas toujours entre elles, sans parler des regards portés sur ce peuple par les non-Sicules, qu'ils soient Hongrois, Roumains ou autres. La première partie de l'ouvrage présente donc le contexte de référence historique et géographique de cette population qui a toujours été marginalisée, tant durant la période hongroise de la Transylvanie (bien antérieure à la Double Monarchie austro-hongroise à laquelle on se



Hubert Rosssel

limite bien souvent, mais qui n'a duré qu'un demi-siècle), qu'après le rattachement de cette dernière région dans le cadre de l'Etat roumain.

Mon intention n'a jamais été de « collectionner » les églises fortifiées, très nombreuses en Transylvanie, tant dans le monde culturel des Saxons que dans celui des Sicules. Mais bien d'essayer de comprendre en quoi elles ont été l'expression de la culture des populations qui les ont construites. Or, il se fait que les églises saxonnes sont relativement bien con-

nues, parce qu'elles sont plus imposantes et que de nombreux ouvrages les présentent dans toutes les langues possibles (allemand, roumain, anglais, français...). Par contre, les églises sicules sont pratiquement inconnues de quiconque – même des Roumains –, parce qu'elles sont plus petites, moins ostentatoires, dans des endroits plus reculés – ou qu'on y porte moins d'intérêt.

Ces églises fortifiées du pays des Sicules, je les ai découvertes progressivement, au cours de plus de 25 années de retours réguliers sur place. Ce sont des discussions avec les gens dans les milieux ruraux qui m'ont permis d'en prendre connaissance, souvent à travers leurs propres yeux, au début. Ma surprise fut souvent dépassée par mon étonnement de découvrir la richesse du patrimoine culturel qui se cachait dans ces édifices, dans des villages parfois perdus au milieu de nulle part, accessibles par des pistes qui n'invitaient pas toujours à persévérer dans la direction choisie... Mais quelle récompense, dans la plupart des cas ! Les rencontres avec les curés (catholiques), les pasteurs (calvinistes) et les ministres du culte (unitariens), ont souvent été des moments de pur bonheur. En leur absence, les contacts avec les chantres ou les sonneurs de cloches se sont parfois révélés plus problématiques au niveau linguistique (hongrois, roumain, allemand, anglais, français, néerlandais), mais ont toujours été à la source de contacts très enrichissants.

Le reste de ma démarche est une conséquence de ma passion de géographe et d'historien... Je voulais avoir des réponses aux questions que je me posais en voyant les différentes manifestations de ce patrimoine historique, architectural, artistique. Je les ai donc cherchées en consultant les documents qui pouvaient me les donner : des archives, des analyses et des synthèses faites par ceux qui les

ont analysées : les Sicules eux-mêmes (en hongrois) et les quelques rares chercheurs roumains qui ont abordé la question. Personne d'autre n'avait jamais abordé le sujet. Raison pour laquelle j'ai fait le choix de partager ces découvertes en publiant cette synthèse qui en présente les principales caractéristiques.

Plus récemment, Gérard Delaloye a présenté son livre à la librairie française de Bucarest, *Kyralina*, et y a fait référence (le 6 octobre dernier) sur son blog de la façon suivante (2) :

« La semaine dernière j'eus la chance de pouvoir y présenter mon *Les Douanes de l'âme* (Ed. L'Aire, Vevey, Suisse) un recueil d'articles et de proses publiés depuis une quinzaine d'années. J'y parle entre autres d'histoires dévoilant les origines byroniennes de Dracula ou celles de l'inspirateur transylvain d'Hergé pour marcher sur la lune et de Werner von Braun pour raser Londres à coups de V2. Je m'attarde sur les ressemblances dans l'organisation sociale des Suisses et des Saxons de Transylvanie, des Saxons qui quittèrent en masse le pays à la chute de Ceaușescu laissant à l'abandon maisons, terres et vignobles. La littérature tient aussi une place de choix dans le volume avec des textes sur Miklós Bánffy l'aristocrate hongrois de Cluj, Paul Celan le poète juif de Czernovitz, Herta Müller, la Souabe du Banat... Bref une douzaine de chroniques donnent autant d'éclairages sur la Roumanie, mais aussi sur le Banat, la Bucovine ou les Sicules.

« A propos des Sicules, le peuple magyarisant aux origines encore inconnues installé dans les Carpates orientales à la frontière entre la Transylvanie et la Moldavie, la librairie *Kyralina* diffuse un ouvrage magnifique tant par le sérieux des recherches que par la qualité des 515 (!) illustrations, ses index et commentaires. Edité en français à Cluj en Transylvanie par Risoprint l'année dernière, « Les églises fortifiées du pays des Sicules » est, avec ses descriptions d'églises, leurs notices architecturales, leurs photos, un pur chef d'œuvre d'architecture religieuse. A la gloire d'un peuple européen méconnu et mystérieux. [...] »

Suivent les liens pour atteindre la Librairie française *Kyralina* (3) et pour avoir accès direct au site du livre (4).

Sa page mentionne aussi les liens où l'on peut télécharger le résumé du livre au format PDF. Ces 3 liens sont actifs au bas de l'onglet « Résumé » en consultant le site du livre, où l'on peut trouver tout renseignement complémentaire souhaité.

Félicitations à Gérard Delaloye pour la sortie de son livre, sa présentation à la librairie *Kyralina*, à Bucarest. Et merci pour le regard critique qu'il a porté sur celui des églises fortifiées du pays des Sicules.

Hubert ROSSEL

Au moment de sortir ce numéro, nous apprenons le décès de M. Gérard Delaloye, survenu ce 5 décembre 2016, à Sibiu. Ses cendres seront déposées au cimetière de Sibiel. Nos sincères condoléances à sa famille.

(1) Liens : <http://www.rts.ch/espace-2/programmes/le-grand-entretien/7719418-journaliste-gerard-delaloye-aux-frontieres-de-l-ame-27-05-2016.html>

(2) <https://gerarddelaloye.wordpress.com/2016/10/06/a-la-librairie-francaise-kyralina-de-bucarest/>

(3) <http://www.kyralina.ro/shop/>

(4) <http://eglises-fortifiees-sicules.prossel.net/>

Représentations de l'OVR-Suisse à différentes rencontres

Tout au long de l'année, les membres du Comité – outre les réunions de comité proprement dites – ont représenté l'OVR-Suisse lors de différentes rencontres et manifestations. Comme chaque année et à la demande de plusieurs membres de l'association, voici un aperçu de leurs activités pour l'année 2016.

- | | |
|----------------|---|
| 17 janvier | - Vevey – Hommage à Eminescu organisé par la ville de Vevey, l'Association Vevey-Goicea et l'Ambassade de Roumanie à Berne
Représentants OVR : Rose-Marie Koch, Vera & Hubert Rossel |
| 18 février | - Prilly – Assemblée générale de l'association de Prilly
Représentante OVR : Rose-Marie Koch |
| 15 mars | - Plan-les-Ouates – Assemblée générale de l'association de Plan-les-Ouates
Représentant OVR : Alain Nicola |
| 12 avril | - Accueil délégation IGSU en Suisse
Journée à Lausanne
Représentants OVR : Rose-Marie Koch, Christophe Praz, Pascal Praz et Francisc Giurgiu |
| 13 avril | - Accueil délégation IGSU en Suisse
Journée à Berne
Représentants OVR : Christophe Praz, Pascal Praz, Vera & Hubert Rossel et Francisc Giurgiu |
| 14 avril | - Accueil délégation IGSU en Suisse
Journée en Valais (Sion et Martigny)
Représentants OVR : Christophe Praz, Pascal Praz, Vera & Hubert Rossel et Francisc Giurgiu |
| 15 avril | - Accueil délégation IGSU en Suisse
Journée à Genève
Représentants OVR : Christiane Béguin, Alain Nicola, Pascal Praz et Francisc Giurgiu |
| 13-21 mai | - De Sic/Szék (CJ) à Goicea (DJ) – Inauguration de centres SVSU et remise de véhicules
Représentants OVR : Francisc Giurgiu, Christiane & Pierre-Daniel Béguin, Christophe Praz, Pascal Praz, Vera & Hubert Rossel |
| 12-13 novembre | - Yzeure (F) – Rencontres nationales OVR Solidarités
Représentants OVR : Christiane & Pierre-Daniel Béguin, Pascal Praz et Vera Rossel |
| 25 novembre | - Nendaz – Assemblée générale de l'Association Nendaz-Gherla
Représentants OVR : Christiane & Pierre-Daniel Béguin, Vera & Hubert Rossel |
| 28 novembre | - Berne – Fête nationale organisée par l'Ambassade de Roumanie
Représentants OVR : Vera & Hubert Rossel |
| 1er décembre | - Gherla – Fête nationale organisée par l'Association Gherla-Nendaz
Représentant OVR : Pascal Praz |

Il est à relever que les membres du Comité ont assumé personnellement les frais de tous leurs déplacements et d'hébergement, tant en Suisse qu'à l'étranger. Ces frais de représentation se montent à plus de CHF 8 000.-. Il en est de même pour les frais inhérents au Secrétariat, ainsi que pour les traductions et le montage du *Réseau*, effectués bénévolement.

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Peu après le bouclage du numéro précédent, nous apprenons le décès, en Suisse, de la reine Anne de Roumanie, à l'âge de 92 ans. Quelles que soient les idées des Roumains relatives à la monarchie, une page de l'histoire du pays s'est tournée. Le gouvernement roumain ne s'y est pas trompé et a proclamé une journée de deuil national, après le retour de la dépouille royale en Roumanie.

Dans les échos qui suivent, nous avons gardé les textes originaux et avons laissé les temps utilisés par les auteurs. Quelques points de repère pour les relier entre eux : le décès est survenu le lundi 1er août ; la dépouille a été transportée à Bucarest le mardi 9 août ; elle a été présentée à Bucarest le mercredi 10 août ; le jour de deuil national et l'inhumation à Curtea de Argeş ont eu lieu le samedi 13 août 2016.

La Rédaction

Décès de la reine Anne de Roumanie

La dépouille d'Anne de Roumanie, l'épouse de l'ex-roi Michel, est arrivée mardi à Bucarest après avoir quitté la Suisse en vue des plus grandes funérailles royales en Roumanie depuis près de 80 ans.

Anne de Bourbon-Parme a épousé Michel Ier six mois après que celui-ci eut été contraint à abdiquer par le régime communiste en décembre 1947. Elle n'a jamais visité la Roumanie avant d'avoir presque 70 ans et n'a jamais appris le roumain.

Pourtant, son décès, survenu le 1er août à l'âge de 92 ans, a provoqué une vague de chagrin dans ce pays de l'est de l'Europe. Une journée de deuil national a été proclamée en Roumanie et en Moldavie voisine. Les funérailles auront lieu samedi.

La dépouille a été accueillie en grande pompe. Quatre des cinq filles du couple, vêtues de noir et tête couverte, attendaient le cercueil recouvert du drapeau royal sur le tarmac. Des soldats l'ont ensuite placé dans un catafalque. Des prêtres catholiques et orthodoxes ont ensuite célébré une courte messe.

Le cercueil sera placé dans le hall d'honneur du château de Peleş à Sinaia. La dépouille sera ensuite transportée mercredi à Bucarest, dans la salle du trône du palais royal.

Une cérémonie religieuse aura lieu samedi dans la cathédrale du monastère de Curtea de Argeş où elle sera inhumée.

Souffrant d'un cancer, Michel Ier, âgé de 94 ans, est demeuré chez lui en Suisse et n'assistera pas aux funérailles sous les conseils de ses médecins. Il a été le dernier des quatre rois de Roumanie. Le premier, Carol Ier, avait été proclamé roi en 1881 après avoir porté le titre de prince souverain de Roumanie pendant 15 ans. (Rédaction The Associated Press, journalmetro.com/monde, 9 août 2016)

*** **

Funérailles de la « dernière reine » de Roumanie, Anne de Bourbon-Parme

Un millier de personnes dont des représentants de plusieurs familles royales ont rendu hommage samedi à Bucarest à Anne de Roumanie, morte à l'âge de 92 ans, une cérémonie dont le grand absent a été son époux, l'ex-roi Michel.

"Nous tournons une page de l'histoire, Anne a été la dernière reine de Roumanie, même si elle n'a jamais été couronnée", a déclaré à l'AFP Adriana Chiriac, médecin à la retraite et "monarchiste convaincue" qui a assisté aux funérailles.

Descendante du roi Louis XIV, née à Paris en 1923, Anne avait épousé Michel de Roumanie en 1948, un an après l'abdication de ce dernier sous la pression des communistes.

Elle est morte le 1er août dans un hôpital de la ville suisse de Morges. Sa dépouille a été transportée en Roumanie, où plusieurs milliers de personnes lui ont rendu hommage ces derniers jours.

L'ancien souverain âgé de 94 ans et qui se trouve en Suisse a annoncé "avec la plus grande tristesse" ne pas pouvoir participer aux funérailles, en raison de sa santé défaillante.

Ce samedi a été décrété jour de deuil national en Roumanie, où l'ancienne famille royale jouit d'une forte popularité, même si une minorité seulement des Roumains se dit favorable à un retour de la monarchie.

"Quand je suis née, la Roumanie était encore un royaume, c'est dommage que ces 25 dernières années (ndlr: depuis la chute de communisme) nous n'ayons pas eu Anne comme reine", déplore une retraitée, Zenaida Rosu, 80 ans.

Après un service religieux orthodoxe célébré dans la salle du trône de l'ancien palais royal et une messe catholique, sur la grande place attenante, le cercueil a été emmené vers Curtea de Argeş (centre), où Anne devait être enterrée dans une cathédrale orthodoxe, au cours d'une cérémonie privée.

Contraint à l'exil après son abdication, Michel avait pu retourner pour la première fois dans son pays natal en 1992 et des centaines de milliers de Roumains étaient alors descendus dans la rue pour l'accueillir. Le couple s'était installé à Bucarest en 2000 mais se rendait régulièrement en Suisse.

Début mars, l'ex-roi a annoncé son retrait de la vie publique après que son médecin lui eut diagnostiqué un cancer et une leucémie.

Père de cinq filles, il a chargé son aînée, Margareta, de le représenter dans les actions publiques de la famille royale. (AFP, www.lepoint.fr, 13 août 2016)

*** **

Le dernier adieu à Anne de Roumanie

Les obsèques de l'épouse de l'ancien roi Michel de Roumanie, née princesse Anne de Bourbon-Parme, se sont déroulées ce samedi à Bucarest.

«Nous tournons une page de l'histoire, Anne a été la dernière reine de Roumanie, même si elle n'a jamais été couronnée», a déclaré à l'AFP Adriana Chiriac, médecin à la retraite et «monarchiste convaincue» qui a pris part ce samedi 13 août aux funérailles de l'épouse de l'ancien roi Michel de Roumanie. «Quand je suis née, la Roumanie était encore un royaume, c'est dommage que ces 25 dernières années (ndlr: depuis la chute de communisme) nous n'ayons pas eu Anne comme reine», a déploré Zenaida Rosu, une

retraîtée âgée de 80 ans. Outre sa propre famille et quelques représentants d'autres familles royales ou princières, nombreux étaient ceux qui avaient souhaité assister aux obsèques de Anne de Bourbon-Parme, organisées à Bucarest. L'AFP signale en effet qu'un millier de personnes lui ont rendu hommage en ce jour décrété de deuil national en Roumanie où l'ancienne famille royale jouit d'une forte popularité, même si une minorité seulement des Roumains se dit favorable à un retour de la monarchie.

Après un service religieux orthodoxe dans la salle du trône de l'ancien palais royal de Bucarest, une messe catholique a été célébrée en plein air, sur la grande place attenante. Puis, le cercueil de la défunte a été emmené vers Curtea de Argeș, dans le centre de la Roumanie, là où reposent les anciens souverains du pays. Elle y a été enterrée dans une cathédrale orthodoxe, au cours d'une cérémonie privée.

L'ancien roi Michel de Roumanie n'a pu assister aux obsèques de sa femme après que lui aient été diagnostiqués un cancer et une leucémie. En raison de cet état de santé, l'ex-souverain n'a pas eu l'autorisation de ses médecins pour quitter la Suisse où il demeure et n'a donc pas pu accompagner son épouse dans sa dernière demeure. Il a cependant pu suivre les cérémonies à la télévision. Leur troisième fille, la princesse Irina, qui habite aux Etats-Unis, était également absente. En revanche, les quatre autres filles du couple royal, les princesses Margereta, Elena, Sofia et Maria étaient là, en grand deuil et très éprouvées.

C'est en terre helvétique, où elle vivait depuis 2004 avec son époux l'ancien roi Michel Ier, qu'Anne de Roumanie s'est éteinte le lundi 1er août 2016, à l'âge de 92 ans. Résidant dans la commune d'Aubonne, dans le canton de Vaud, elle est décédée dans un hôpital de Morges, au bord du lac Léman. Née le 18 septembre 1923 à Paris, la princesse Anne de Bourbon-Parme, descendante du roi Louis XIV, avait épousé l'ancien roi roumain en 1948, après que celui-ci ait dû abdiquer sous la pression des communistes et partir en exil. (Dominique BONNET avec AFP, www.parismatch.com, 16 août 2016)

En lien avec notre dossier médical

SOCIETE – Plus de 13.000 médecins roumains travaillent à l'étranger

13.000 à 14.000 médecins roumains travaillent actuellement à l'étranger, principalement en France, en Allemagne et au Royaume-Uni. 82 % des jeunes médecins seraient tentés par l'émigration, selon une étude roumaine.

Plus de 4.000 médecins roumains vivent et exercent en France et autant en Allemagne. "En Allemagne, le nombre de médecins roumains a remarquablement augmenté au cours des trois ou quatre dernières années", remarque Gheorghe Borcean, président du Collège des médecins de Roumanie (CMR). Le troisième pays qui attire le plus les médecins roumains est le Royaume-Uni qui en compte 3.000. Suivent ensuite la Belgique avec 600, puis l'Italie et l'Espagne avec 400 chacun. Les chiffres sur lesquels s'appuie le CMR ont été transmis par les autorités professionnelles de chacun de ces pays. Le Collège des médecins roumains a mené une étude l'été dernier, qui montre que 82 % des jeunes diplômés en médecine seraient prêts à émigrer, dont 30 % avec un projet sérieusement avancé. Les raisons principalement invoquées sont les salaires et les conditions

de travail dans les infrastructures de santé, ainsi que le soutien à la recherche et la reconnaissance professionnelle. (La Rédaction, www.lepetitjournal.com, Bucarest, 9 novembre 2016)

*** **

ECONOMIE - Le salaire net moyen a augmenté de 14 %

Au mois de septembre 2016, le salaire net moyen en Roumanie a enregistré une hausse de 14% par rapport à l'année dernière, se situant à 2.094 lei mensuels (465 euros), selon les chiffres de l'Institut national de la statistique, l'INS. On trouve les salaires moyens les plus élevés dans le secteur de l'extraction du pétrole et du gaz naturel (5.737 lei soit 1.275 euros mensuels) et les plus bas dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration (1.265 lei soit 281 euros). (La Rédaction, www.lepetitjournal.com, Bucarest, 9 novembre 2016)

Les étrangers et les terres agricoles

Roumanie - Les investisseurs étrangers se ruent sur les terres agricoles

Le président français, François Hollande, s'est rendu le 13 septembre 2016 à Bucarest. La visite a surtout porté sur des projets scientifiques et industriels. La Roumanie n'en est pas moins un important pays agricole. Un pays confronté à une véritable ruée sur ses terres de la part d'acheteurs étrangers. Explications.

Avant la Seconde Guerre mondiale, la Roumanie, aujourd'hui 5e pays de l'UE en terme de surface agricole, était l'un des principaux greniers à blé du Vieux continent. Plus de la moitié de ses terres cultivables sont constituées de chernosium (ou chernozem), avec un fort pourcentage d'humus, de potasse et de phosphore, très fertile. Ces «terres noires», que l'on trouve aussi en Ukraine, peuvent doubler les rendements. C'est dire si cette situation favorable peut susciter les convoitises, notamment de la part d'investisseurs étrangers. D'autant que la main d'œuvre rurale est abondante (25 % d'une population de 19,8 millions d'habitants) et bon marché (avec un salaire minimum de 160 euros mensuels).

Concentration

En Roumanie, comme ailleurs en Europe de l'Est, la chute du Rideau de fer en 1989 a entraîné une concentration des terres. L'achat de foncier a été facilité par la désorganisation qui a prévalu après l'effondrement de la dictature stalinienne de Ceaușescu. Le phénomène s'est emballé au moment de l'adhésion à l'Union européenne, en 2004.

Aujourd'hui, les achats de terre sont surtout le fait des étrangers. En 2014, on estimait ainsi que 6 à 8 % des surfaces arables du pays, soit un peu moins d'un million d'hectares (superficie du pays: 237.500 km²), étaient passées dans des mains non roumaines... Elles «sont exploitées par des multinationales comme Rabobank, Generali ou ASE Europe», note *Le Figaro*. Mais aussi des firmes agro-alimentaires «comme les groupes français Limagrain, Guyomarç'h, Bonduelle, Roquette, Bongrain et Invivo», les fonds «Agro-Chirnogi (Liban) ou Velcourt SRL (Grande-Bretagne)», constate la journaliste spécialisée Marianne Rigaux.

«Dans le sud du pays, (on trouve) surtout des investisseurs venus de pays arabes, du Qatar, d'Arabie Saoudite, et aussi un fonds d'investis-

sements libanais», souligne Eco Ruralis, association roumaine membre de la coordination européenne Via Campesina, citée par l'AFP (une coordination à laquelle participe en France la Confédération paysanne).

D'une manière générale, les étrangers «se concentrent sur la production de céréales (...), exportées dans l'Union européenne. Et sur la production animale, de volailles et de porcs, pour les marchés locaux», note Marianne Rigaux. Cette production carnée est également destinée aux marchés extérieurs, notamment les pays du Golfe et la Chine.

Spéculation

L'investissement dans les terres agricoles roumaines semble très rentable. En 2012-2013, le prix d'achat oscillait «entre 2000 et 4000 euros l'hectare, soit 10 fois moins cher qu'au Danemark ou en Hollande», deux pays qui en manquent cruellement, rapporte Eco Ruralis. Et deux fois moins qu'en France.

Conséquence : avec une offre aussi attractive pour les investisseurs étrangers, les prix du foncier agricole roumain ont bondi. Juste avant que Bucarest ne rejoigne l'UE, ils ont soudainement triplé et continuent «de monter chaque année», constate l'ingénieur agronome Attila Szocs, responsable d'Eco Ruralis. Rien que sur la période 2012-2014, l'augmentation aurait été de 60% ! Une véritable spéculation parfois proche de pratiques mafieuses...

Dans une étude intitulée *Accaparement mondial des terres agricoles en 2016 : ampleur et impact*, l'ONG GRAIN note qu'il n'est pas facile «de démontrer l'existence d'un lien entre un investissement dans les terres agricoles et des actes de corruption ou de criminalité». Mais constate qu'«en Roumanie, les tribunaux ont poursuivi de nombreux investisseurs pour évasion fiscale et blanchiment d'argent». Des enquêtes visent ainsi la banque néerlandaise Rabobank. De son côté, le gouvernement français «surveille les capitaux flottants qui arrivent dans le secteur viticole» roumain, affirme la même source.

Subventions de Bruxelles

Dans ce contexte, la terre devient inaccessible aux paysans locaux. De leur côté, les autorités roumaines «ont pu imposer des restrictions à l'achat de terres par des étrangers afin de préserver l'agriculture locale», rapporte le journal *La France Agricole*. Mais l'arrimage européen les a contraintes à changer leurs règles en 2014 pour libéraliser le marché des surfaces agricoles.

Toutefois, un droit de préemption a été institué notamment pour l'Etat, les locataires des terres, les voisins, ainsi que les agriculteurs locaux de moins de 40 ans. «Le gouvernement souhaitait initialement demander aux citoyens étrangers de démontrer une expérience dans l'agriculture et limiter les surfaces achetées à 100 hectares», constate France Agricole. «Mais il a renoncé à ces restrictions», précise l'hebdomadaire.

On peut d'ailleurs se dire que le rachat des terres par des étrangers, qui entraîne leur concentration, va dans le sens des autorités. C'est ce que montre le programme 2013-2016 du gouvernement. Dans celui-ci, il dit vouloir «accroître la compétitivité de l'agriculture (...) pour faire face à la concurrence du marché européen et international» et favoriser la «croissance de la productivité de l'agriculture». Tout en notant que la situation agricole du pays s'est notamment détériorée «à la suite de la division en millions d'exploitations de petites dimensions, dénuées des outillages nécessaires.» Une situation qui s'oppose «difficilement aux exigences du marché». Autrement dit : un regroupement de ces petites exploitations est indispensable.

La PAC : une aubaine pour les spéculateurs ?

Dans le même temps, les subventions agricoles allouées par Bruxelles favorisent les étrangers. «Un terrain loué 100 euros l'hectare à un propriétaire roumain rapporte 160 euros d'aides à l'exploitant, avant même qu'il ait commencé à produire», rapporte la journaliste Marianne Rigaux.

En général, les étrangers louent à des locaux les surfaces qu'ils ont achetées. Et ce sur une longue durée. «Les contrats sont flous, les paysans en comprennent souvent mal les termes. On leur promet des achats de matériels, ils cèdent leurs terres pour 10 ou 20 ans à 100 euros l'hectare. On a même vu des contrats à 600 kilos de grains par hectare. Mais rien qu'en subvention de la PAC, l'investisseur va encaisser 130 euros par hectare», précise Attila Szocs. Conclusion du *Figaro* : le paiement de la Politique agricole commune a ainsi contribué à l'essor d'un phénomène «qui favorise la spéculation sur le prix des terres». (Laurent RIBADEAU DUMAS, <http://geopolis.francetvinfo.fr>, 13 septembre 2016)

*** *** ***

AGRICULTURE – La Roumanie veut suspendre l'achat de terres pour les étrangers

La Roumanie pense sérieusement à empêcher les personnes physiques et les sociétés étrangères à acheter des terres dans le pays pour une période de trois ans. C'est le Parlement qui va trancher.

La Roumanie a libéralisé il y a plusieurs années l'obtention de terres en ouvrant ce droit aux étrangers dans les mêmes conditions que les Roumains. Le pays détient quelques 14 millions d'hectares de terrain agricole dont 10 millions de terrain arable. Les terres les plus fertiles se trouvent dans les régions de Călărași, Ialomița et dans le Banat où de nombreux étrangers (au premier rang desquelles des sociétés italiennes et allemandes) ont acquis d'importantes surfaces. On considère que les compagnies à capital étranger ont d'ores et déjà acheté plus de 1 million d'hectares de terrain arable et s'occupent en métayage des travaux sur d'autres deux millions. Il s'agit de multinationales, de fonds d'investissements mais aussi de firmes agro-alimentaires qui se concentrent notamment sur la production de céréales. C'est dans les tuyaux depuis quelques temps déjà mais le ministère de l'Agriculture vient d'annoncer vouloir mettre en place de nouvelles règles pour encadrer tout ça, "notamment à la demande des fermiers roumains", a précisé le ministre Achim Irimescu. Le projet actuel va être discuté avec les fermiers cette semaine et devrait être présenté au Parlement début novembre. La première mesure évoquée visera à limiter à 50 hectares maximum l'achat de terres agricoles ainsi que contraindre au maintien d'une activité agricole pendant au moins cinq ans. Achim Irimescu a précisé qu'à l'heure actuelle "70 % des ventes de terrains agricoles à des étrangers étaient destinées à des fonds d'investissements, cette mesure visant ainsi à endiguer la spéculation". Dans tous les cas, ces nouvelles obligations et autorisations, si elles sont validées par les députés, ne seront accordées que trois ans après l'adoption de la loi. Ainsi, et entre-temps, l'achat de terres par des étrangers serait donc suspendu. (La Rédaction, www.lepetitjournal.com/Bucarest, 26 septembre 2016)

JUSTICE – L'ex-patron de la Securitate sera jugé pour la mort d'un dissident

Quatre anciens responsables communistes roumains, dont le dernier chef de la redoutable police politique, la Securitate, seront jugés pour « crime contre l'humanité », dans un dossier concernant la mort sous la torture en 1985 d'un dissident emprisonné, a annoncé lundi le Parquet. Tudor Postelnicu, 84 ans, patron de la Securitate jusqu'à la chute du régime communiste fin 1989, et l'ancien ministre de l'Intérieur George Homostean, 92 ans, devront répondre avec deux officiers de la mort sous la torture de l'intellectuel Gheorghe Ursu dans une prison de Bucarest.

« Le "procès du communisme", destiné à faire la lumière sur la période du totalitarisme et notamment sur les enquêtes visant des opposants au régime, franchit un pas important avec le renvoi en justice du dossier concernant l'affaire Ursu », a indiqué le Parquet.

Ingénieur et poète, Gheorghe Ursu avait été arrêté en septembre 1985 après avoir critiqué le régime communiste dans son journal intime. Il était mort moins de deux mois plus tard dans la maison d'arrêt de la milice de Bucarest, après avoir été frappé et torturé des jours durant par des enquêteurs et par des codétenus, sur ordre de la Securitate.

Les deux anciens officiers de la Securitate doivent répondre d'« actions répressives, avec actes de violence physique et psychique » à l'encontre du dissident.

MM. Postelnicu et Homostean sont pour leur part accusés d'avoir « autorisé » ces agissements et « caché les causes réelles du décès », selon la même source.

En 2003, deux enquêteurs de la Securitate avaient été condamnés à 20 ans de prison pour meurtre. Dans un procès séparé, un des codétenus de la victime avait écopé d'une peine similaire. Le fils de l'ancien dissident n'avait toutefois cessé de réclamer que les « commanditaires » soient également punis. Plusieurs de ses plaintes avaient été rejetées par le Parquet, les procureurs invoquant notamment la prescription des faits.

Retenu pour la première fois dans ce dossier, le chef d'accusation de « crime contre l'humanité » qui permet d'éviter la prescription a déjà été utilisé ces dernières années contre deux anciens commandants de prisons. (Belga, <http://fr.metrotime.be>, 1er août 2016)

*** **

SEISME – Bucarest sous le choc après le tremblement de terre de samedi

Un séisme d'une magnitude de 5,3 sur l'échelle de Richter a eu lieu à 2h11, samedi [23 septembre, ndlr], dans la région de Vrâncea (est). De puissantes secousses ont été ressenties à Bucarest. Si aucun dégât matériel ou humain n'a été enregistré, les autorités ont avoué être incapables de faire face à une situation d'urgence de ce type.

Les murs ont tremblé suffisamment pour rappeler des très mauvais souvenirs aux Bucarestois, samedi matin, alors que la ville était endormie. "Les secousses m'ont réveillée, mais au début, je croyais qu'un voisin s'était mis à taper sur les murs, explique Anca, une jeune Bucarestoise qui vit dans le quartier de Pandurii. A l'entrée, les clefs ont bougé faisant un bruit métallique effrayant."

D'abord annoncé à 5,6 degrés, la magnitude du tremblement de terre a été revue à 5,3 degrés par l'Institut national de physique de la terre (INFP). Le séisme a par ailleurs été ressenti jusqu'à Craiova dans le sud et à Suceava dans le nord-est de la Roumanie, ainsi qu'en

Moldavie. Mais selon le ministère du Développement régional, Bucarest est la métropole la plus exposée du sud-est de l'Europe en cas de séisme. Quelque 183 immeubles sont inscrits dans la catégorie de risque la plus élevée et représentent un danger public, selon les classifications officielles. Et 173 autres bâtiments présentent de sérieux doutes quant à leur résistance en cas de tremblement de terre important. Dans une carte des quartiers les plus exposés à des dégâts matériels, faite par le quotidien en ligne Gândul.info, il ressort que le nord (Otopeni, piața Presei Libere et Băneasa) et l'est (Pantelimon) de la capitale seraient les zones les plus touchées par les secousses, le sud étant considéré comme la zone la plus préservée.

Les autorités ne sont pas prêtes

Après l'incendie tragique de la discothèque Collectiv, qui a coûté la vie à une soixantaine de personnes en octobre dernier, les autorités ont accentué les normes liées à la sécurité publique dans les bâtiments à risque. Mais l'absence d'une politique forte dans ce domaine durant ces vingt dernières années rend l'ampleur du travail titanesque. En effet, sur les 2.575 bâtiments expertisés depuis 1990, seulement 75 ont été consolidés, alors que le nombre de ceux qui ont été considérés comme sûrs est de 145. Dans ces conditions, un tremblement de 7,6 degrés sur l'échelle de Richter, comme celui enregistré en 1977, aurait des effets désastreux. D'autant plus que les autorités ne sont pas prêtes. L'Inspectorat général pour les situations d'urgences, censé être en première ligne lors d'une catastrophe de ce genre, a déjà averti que le niveau d'équipement de ses équipes était largement insuffisant. Le chef du Corps de contrôle du Premier ministre, Valentin Mircea, a d'ailleurs été clair sur le sujet. Une heure après le séisme de ce samedi, il a publié le commentaire suivant sur son compte facebook : "Si ce tremblement de terre avait été un exercice de préparation pour un séisme plus important, il aurait complètement échoué dans ces deux aspects élémentaires : l'information du public et la coordination rapide de la réaction". Heureusement, aucun dégât matériel et humain n'est à déplorer cette fois-ci. (Jonas MERCIER, www.lepetitjournal.com, Bucarest, 26 septembre 2016)

*** **

REVOLUTION – De nouveaux certificats bidons

Le Parquet général a ouvert une enquête à Bucarest au sujet de 3.500 certificats accordés ces deux dernières années à de faux révolutionnaires contre des sommes d'argent. Le trafic aurait des ramifications profondes.

La Révolution roumaine continue de faire l'objet de trafic de privilèges. Une enquête vient d'être ouverte par le Parquet général au sujet de l'obtention d'un nouveau type de certificat de révolutionnaire. 21 perquisitions ont eu lieu hier dans plusieurs départements, tant chez des personnes physiques qu'au siège d'institutions. En place depuis 2014, le Secrétaire d'Etat pour les révolutionnaires, Adrian Sanda, a notamment été retenu et démis de ses fonctions. La justice soupçonne l'implication d'autres personnes au sein des institutions. Une vague de fraudes aurait repris en 2014 au moment de l'introduction par le gouvernement d'une nouvelle catégorie de révolutionnaires : les "combattants avec rôle déterminant durant la révolution". Les demandes effectuées auprès du Secrétariat d'Etat auraient ainsi explosé depuis deux ans. Une indemnisation de 2.000 lei par mois, environ 450 euros, est en effet attribuée à ces personnes. Selon les enquêteurs, plus de 3.500 personnes ont reçu le titre sans remplir les conditions exigées par la loi, moyennant pots-de-vin. On estime aujourd'hui

que 21.000 révolutionnaires bénéficient en Roumanie de privilèges sous la forme de retraites, d'exonération d'impôts ou encore de terrains et de logements gratuits. (La Rédaction, www.lepetitjournal.com, Bucarest, 18 novembre 2016)

*** **

DEFORESTATION – Le Conseil de la concurrence mène aussi son enquête

Le Conseil roumain de la concurrence a effectué lundi des inspections surprises aux sièges de trois compagnies de la filière bois soupçonnées de concurrence déloyale, a annoncé l'institution dans un communiqué.

Les inspections portent sur de possibles accords anticoncurrentiels entre les trois sociétés visées, notamment en matière de fixation de prix et de répartition du marché lors de négociations organisées par la Régie nationale des forêts Romsilva pour l'achat de bois. Les investigations du Conseil ont eu lieu dans les sociétés Forestar, Nico-Paul et Saniral, selon la même source. Des documents ont été relevés aux sièges des compagnies. Cette étape intermédiaire ne constitue cependant pas la preuve de possibles infractions, a rappelé l'Autorité de la concurrence. Une série d'inspections inopinées à l'initiative de l'Autorité roumaine de la concurrence a débuté en début d'année. Celles-ci ont déjà concerné plusieurs acteurs majeurs du secteur : Holzindustrie Schweighofer SRL, Egger Romania SRL, Kronospan Romania SRL, Kronospan Sebes SA, Silva Logistic Services SRL, Alredia SRL et Lacul Codrilor SRL.

Les investigations tentent de mettre à jour la manière dont est structurée la filière bois en Roumanie. Ces dernières années, plusieurs groupes de défense de l'environnement ont appelé à plusieurs reprises l'UE et les grands détaillants européens à agir pour arrêter la vente en Europe du bois coupé illégalement en Roumanie. Alors que la Roumanie compte la plus grande surface de forêts vierges de l'Union européenne, quelques 80 millions de m3 de bois ont été coupés illégalement ces vingt dernières années, provoquant un préjudice de cinq milliards d'euros, selon un rapport officiel. (La Rédaction, www.lepetitjournal.com, Bucarest, 29 novembre 2016)

*** **

TRANSPORTS AERIENS – Nouveaux vols internationaux depuis Cluj pour Blue Air

La compagnie aérienne low-cost roumaine Blue Air a installé hier sa sixième base opérationnelle nationale à l'aéroport de Cluj-Napoca

(centre), en lui attribuant un Boeing 737-800 d'une capacité de 189 sièges. Six nouvelles destinations internationales seront accessibles depuis la cité de Transylvanie. A partir du 16 décembre, les voyageurs pourront rejoindre Birmingham. Et en 2017, la compagnie commencera à desservir Londres (26 mars), Larnaca (9 avril), Nice (10 avril) et Hambourg (3 juin). Un vol interne sera également mis en service entre Cluj-Napoca et Constanța à partir du 15 Juin 2017. Blue Air a commencé son activité à l'aéroport de Cluj-Napoca le 3 juin dernier en introduisant des vols vers Bucarest, Liverpool et Dublin. Depuis le 1er octobre, la société a introduit un vol triangulaire Cluj-Timișoara-Iași. "Notre base va faciliter le développement et la création de nouveaux emplois autour de l'aéroport et nous souhaitons pour nos effectifs à Cluj un recrutement 100% local", a déclaré Tudor Constantinescu, le directeur commercial de Blue Air. La base opérationnelle de Cluj s'ajoute à celles déjà existantes à Bucarest, Iași et Bacău en Roumanie, de Larnaca en Grèce et de Turin en Italie. Blue Air est la troisième compagnie aérienne de Roumanie, après Wizz Air et Tarom. (La Rédaction, www.lepetitjournal.com, Bucarest, 1er novembre 2016)

*** **

TRANSPORTS AERIENS – Des euros, mais pas des lei dans le ciel roumain

Le Premier ministre Dacian Cioloș s'est indigné lors d'un vol entre Bucarest et Timișoara avec la compagnie low-cost Ryanair, jeudi, que le lei ne soit pas accepté pour ses achats à bord de l'avion. Il envisage de modifier la législation à ce sujet.

Alors que le Premier ministre, qui a l'habitude de voyager en classe économique, souhaitait effectuer des achats en lei, la compagnie Ryanair a refusé un paiement en lei. Seuls les euros étaient acceptés à bord de l'avion. Lorsque le chef du gouvernement a demandé une explication, le personnel de la compagnie aérienne a répondu que l'avion est enregistré en Irlande, pays faisant partie de la zone euro, et qu'il n'existe aucune obligation légale d'accepter les paiements en lei. Cette réponse n'a pas satisfait le Premier ministre. Selon le porte-parole du gouvernement, Liviu Iuliu, Dacian Cioloș a demandé à l'Autorité nationale de protection des consommateurs (ANPC) d'enquêter sur cette pratique pour vérifier si elle était conforme à la loi. Le Premier ministre a par ailleurs fait savoir qu'il allait proposer un nouveau règlement pour que les achats en monnaie locale soient possibles sur tous les vols intérieurs en Roumanie. (La Rédaction, www.Lepetitjournal.com, Bucarest, 18 novembre 2016)

*** **

Site Internet : www.ovr-suisse.ch

La traditionnelle présentation de l'état des lieux de la consultation du site durant l'année écoulée ne se justifie pas fort, cette année-ci, car elle ne serait que la répétition de ce que nous avons dit l'an passé. Il n'y a pratiquement pas de jour sans consultation, ce qui prouve l'intérêt que nos membres y trouvent. Le réflexe est acquis de chercher des informations communiquées par d'autres ; il l'est peut-être moins au niveau de l'alimentation par nos membres... Ne perdons pas de vue que c'est par l'échange des données que nous resserrerons les liens de cohésion et de partage et que nous renforcerons notre solidarité. Des onglets ont été créés à cet effet ; utilisons-les !

La Rédaction

Le prochain numéro du Réseau paraîtra en avril 2017. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 mars au plus tard. Merci !